Libye : terrain de manœuvres pour chef-fe-s de Guerre, Sarkosy, Clinton, Qatar, Cameron...

anegeo 2017 (07/04/23)

Résumé. Des informations fausses, un show de promotion d'armements high tech, un despote pourtant courtisé la veille, un président français en sur-exitation si pressé, l'impérialisme glacial d' H. Clinton, le mouton D. Cameron... Un seul à savoir ce qu'il voulait, un pétro-émirat de 250 000 âmes, une seule victime la population libyenne sur sa terre ancestrale.

Ce texte fait partie de l'ensemble :

- ► Le « Centre mondial de la Paix... », un de ces bébés de Gérard Longuet, ici, référence ci-après : CentMondPx
- ► La Libye depuis un siècle, cible familière des occidentaux, ici, référence ci-après : LibSièc1
- ► Libye 2011 : Le CNT des vieux briscards, ici, référence ci-après : VieuxCNT
- ► Libye-2011: les ONG onusiennes et la Cour Pénale Internationale, ici, référence ci-après : LibONG-CP
- ► Libye : depuis 2011, ici, référence ci-après : libDepuis

Plan:

I. Encore une page de l'histoire de France insoutenable
II. Le bal occidental des tirs high tech 8
III. Le jeu multiple du Qatar allié de Sarkosy : politique, livraisons d'armes, présence militaire terrestre, contrôle médiatique orienté 12
IV. Nicolas Sarkosy, avant puis pendant 17
Annexe : Origine de la chaîne Al Jazeera 23

I. Encore une page de l'histoire de France insoutenable

♦ Éviter Srebrenica ou le Rwanda

La décision d'une intervention aérienne pour empêcher un usage de la force contre des populations a eu initialement un support étendu. Cela résultait de l'annonce, avec insistance, par les Sarkoy, Cameron et Clinton d'un génocide imminent de style Rwanda ou Srebrenica. Les médias et la population pouvaient supputer que en tant que chefs ou Secrétaire d'États, ils avaient les informations nécessaires pour en juger. Mêmes des ONG y allaient de leurs conseils guerriers en communiqués de presse, par ex. Oxfam (budget annuel 460 millions d'€) dès le 26 février 2011 peu après N. Sarkosy (là) : « *surveiller l'usage des avions, et s'ils sont utilisés pour perpétrer la violence contre des civils, alors considérer l'option de créer une no-fly-zone si nécessaire* ».

Comme pour toute guerre c'était un étourdissant brouillage médiatique qui "passait en boucle", des images produites de courageux "civils" assoiffés de liberté qui bricolaient en une nuit dans leur garage des armes artisanales mises sur le pick-up du boulanger d'à coté et s'en allaient au petit matin contre les tanks d'un sombre oppresseur assoiffé de sang. Ces chefs d'État cotoyaient des personnes comme un Bernard-Henry Levy qui lâchait (théoriquement le 21 février à Tripoli) pour intox ses fantasmes tel des avions "*descendant en piqué sur la foule des manifestants désarmés et qu'ils mitraillent*" et qui, plus concrètement, organisait des rencontres de ces décideu/se/r/s avec certains 'libyens épris de libertés', eux en costumes cravates impéccables.. On parle de l'origine des ces infos et de ces libyens là dans VieuxCNT.

♦ Pas n'importe quels « civils » : une "rue" bien organisée d'une rare violence dès le départ

Cela se produit dans le vent de protestation qui secouait tout le monde arabe au même moment (*Democraty Now*, 16/02/11, là) : Bahrein (2 tués), Iran (1 tué), Yemen, 6ème jour… Par conséquent au départ, ce n'était pas

terriblement surprenant. De plus la Cyrénaïque a toujours eu des frictions avec le régime qui la servait moins bien en réplique.

Il y le passif des tués en 1996 lors de la mutinerie de la prison politique Abu Salim, beaucoup venant de la région de Benghazi. Il est très difficile de savoir ce qui s'est réellement passé en 1996, encore moins de donner des chiffres, mais c'était "*l'opposition la plus virulente et violemment réprimée des années Kadhafi avant la révolte de février 2011*." (Haimzadeh, "Au cœur de la Libye de Kadhafi", p. 130), outre dans la prison politique de Tripoli (et de Benghazi ?), les combats s'étaient produits à Derna en Cyrénaïque et des collines environnantes, l'ensemble ayant fait des centaines de morts. Le Groupe Islamique combattant Libyen, *Libyan Islamic Fighting Group*, LIFG, avait revendiqué ces troubles. L'assaut de la résidence de bab al-azizziya de Kadhafi à Tripoli fin août 2011 s'est faite sous la direction de Abdul hakim Belhadj l'un des créateurs du LIFG et il y en avait d'autres que lui (voir VieuxCNT III.7 et III.8).

▪ Mais il y a vite quelque chose de différent. Des réseaux sociaux *facebook*, *twiter* (extérieurs à la Libye, et qui venaient juste de se créer pour l'occasion) et relayés par Al Jazeera (reçu en Libye par satellite) appelaient à un « *jour de rage* » le 17 février 2011.
Puis déjà le 20 février les grands médias sont remplis d'histoires d'horreur, des noirs armés jusqu'au dents par Kadhafi tirent indistinctement sur tout le monde, des chars écrasent des voitures, des femmes et enfants se tuent en masse en sautant d'un pont pour échapper à des soldats de Kadhafi déchaînés, des hélicoptères tirent sur la foule... (par exemple *The Telegraph* 20/02/11 07h50 am par Nick Meo qui rapporte du... Caire, ici, mais on retrouve les même choses ailleurs) bien que curieusement en pleine contradiction, car il s'agit de Benghazi, on comprend que le régime n'y contrôle plus rien et que des vidéos mises en ligne, de toute façon invérifiables, ne montrent rien de tout ça (on peut y voir par contre des bâtiments administratifs du régime endommagés et des groupes marchant librement). Toutes ces horreurs sont de la plus grossière intox : les opposants historiques de Kadhafi des années 1970 alliés à la chaîne Al Jazeera sont à l'œuvre (voir VieuxCNT § I et § III-10). Et pourtant, nous occidentaux ne lisions, n'entendions plus que ça, et plus grave encore, nos gouvernant disaient prendre leurs décisions d'élites sur ces bases là.

▪ Il n'y a pas d'évidence que l'armée du régime ait attaqué les civils libyens (les personnes, décédées ou blessées dans les hôpitaux sont essentiellement des hommes). Il n'y a eu aucune représailles sur les populations dans les villes reprises par le régime, Zawiya et Ajdabiya (P. Haimzadeh 06/10/16, ici).
Enfin Carlo Santuli, Pr. de Droit à Paris-II (là) souligne que le chef de la police de Kadhafi, de la supposée répression sanglante, était Abdel Fattah Younes. Quelques semaines plus tard le même A.F. Younes était à la tête des opérations militaires des insurgés, de même que Suleiman Mahmud al-Obeidi Commandant de la région de sécurité Est est passé coté de l'insurrection dès les premiers jours. Il aurait pris la tête des opérations militaires des insurgés en raison de la répression qu'il aurait décidé lui-même ?

▪ Le 16 ou 17 février au plus tard un poste de police est incendié (rapporté par Al Jazeera et au moins un autre poste de police les jours suivants). C. Santuli, prof. de droit à Paris-II parle plutôt de "casernes militaires" avec destructions des murs d'enceinte témoignant de la violence de ce qui ont été des prises d'assaut, non pas des démonstrations pacifiques. Un rapport américain écrit que outre ces attaques de casernes, le 20 février une attaque suicide détruisait le QG de la sécurité à Benghazi ("Al-Qaeda in Libya", lib. of Congress, là p. 7). D'entrée le régime Kadhafi n'avait pas l'exclusivité de la violence, et certainement pas l'initiative : qu'auraient fait des militaires ou policiers français attaqués avec des murs de leur caserne par terre ou risquant de griller dans leur caserne/commissariat ? qu'aurait ordonné un N. Sarkosy face à ça ?. Les principaux belligérants (rebelles et régime) se connaissaient de longue date et avaient déjà quelques "outils".

▪ Le rapport parlementaire anglais (là) : « *Il est clair maintenant que les milices de militants islamistes ont joué un rôle critique dans la rébellion à partir de février 2011. Ils se séparaient de l'armée rebelle, refusaient de prendre des ordres des commandants non islamiste, et ont assassiné le leader de l'armée rebelle d'alors, Abdel Fattah Younes.* ».

▪ Autre "civil de la rue", un des chefs militaires des "insurgés" (il aurait voulu être le premier) en mars est Khalifa Haftar. Il a été 17 ans dans l'armée de Kadhafi. Battu de manière humiliante par le Tchad avec les français+USA en 1987, désavoué par M. Kadhafi, il a été récupéré par la CIA . Il s'était installé dans le Nord de la Virginie en banlieue cossue à coté de Tysons. C'est tout près du siège de la CIA à Langley, un peu à l'Ouest de Washington D.C. Début mars 2011, il retourne précipitamment en Libye où il n'avait pas mis les pieds depuis 24 ans.
Lorsque Kadhafi fait savoir le 18 mars qu'il accepte un cessez-le-feu, ce qui est exactement ce que demandait

la résolution n°1973, cela est immédiatement rejeté par le commandant Khalifa Haftar (cité in R. Brauman, "Guerres Humanitaires...", p. 41)… On sait bien aujourd'hui ce qu'il en est de ces (ce) soit disant "jeunes" "civil(s) de la rue libyenne".

♦ Dans le brouillard

▪ Depuis son ralliement aux occidentaux (LibSiècl paragraphes II-7 et 8), ce pays du désert, si peu peuplé (6,5 millions d'habitants alors), la Libye, ne présentait plus aucun risque à ces derniers. N. Sarkosy tenait beaucoup à lui vendre une centrale nucléaire. Et coté libyen, le "danger Ronald Reagan" ayant disparu (voir LibSiècl, là § II.2), ce régime n'entretenait guère son armée.

▪ A l'époque les services de renseignements de sa majesté, ainsi que ceux américains, sont concentrés sur l'Afghanistan et l'Irak. Ils sont pris au dépourvu par ces événements soudains et inattendus. La situation du renseignement n'était visiblement pas meilleure coté russe. La situation sur place, ils la connaissaient tous très mal.

▪ Ayant toujours refusé de s'aligner derrière une méga-puissance, le régime Kadhafi se présentait comme cible facile. N. Sarkosy et D. Cameron vont convaincre quelques de leurs partenaires, et d'abord il leur fallait les USA. Il n'est pas évident qu'ils y seraient allé sans.
« *Aux États-Unis, les grandes agences de renseignement et le Pentagone étaient initialement contre l'idée d'une intervention militaire en Libye. C'est finalement l'avis de la secrétaire d'État Hillary Clinton qui l'a emporté.* » (P. Haimzadeh, 06/10/16, là). Elle aurait la peau de Moammar Kadhafi et a écarté tout ce que les services, l'armée, ou encore son collègue démocrate Dennis Kucinich ont tenté de lui dire (Shapiro et Riddell, The Washington Times, 25/01/15, là).

♦ Les racontars répétés en boucle à ce moment là sur M. Kadhafi étaient en porte à faux avec ce qu'on savait sérieusement

▪ M. Kadhafi avait montré les années précédentes que tout était négociable, compensation pour l'attentat de l'avion UTA, infirmières bulgares (bien que ce soit les habitant-e-s de Benghazi où les contaminations des enfants ont eu lieu qui étaient les plus opposé-e-s à leur libération; celui qui avait prononcé deux fois leur condamnation à mort avait été Abdul Jalil "président" du CNT porté maintenant par l'OTAN !), abandon "d'armes de destruction massives" (projet très très embryonnaire..., pas comme nos bombes H).

▪ Le rapport parlementaire anglais de 2016 écrit (là) : « *mais de nouveau il y a des exemples passés sur la manière qu'emploierait Kadhafi. Si vous retournez au bombardement américain de Benghazi et Tripoli dans les années 80, plutôt que d'essayer d'enlever la menace dans l'Est au régime, en Cyrénaïque, Kadhafi a passé six mois à essayer de pacifier les tribus qui se trouvent là. Il est évident qu'il était bien conscient de l'insécurité de parties du pays et l'improbabilité qu'il pourrait les contrôler à coup de violence. Par conséquent, il aurait été très prudent dans sa réponse. La crainte de massacres de civils était largement exagérée.* » et les rapporteurs précisent qu'en février 2011 Kadhafi avait d'abord envoyé des émissaires à Benghazi pour essayer de calmer la situation. Par contre il est clair qu'il n'allait pas être tendre avec les « *barbus* » comme il appelait les islamistes politiques radicaux avec lesquels il croisait les fer depuis au moins les années 90. C'était depuis longtemps totalement réciproque.

♦ Qu'est-ce qui a piqué Nicolas Sarkosy ?

▪ Le rapport parlementaire anglais rendu en 2016 sur l'origine de cette guerre écrit que dès le mois de février, N. Sarkosy est très actif pour pousser à une action internationale dans ce pays là (là, là, là). Patrick Haimzadeh rappelle que dès le 21 février à Bruxelles, Nicolas Sarkosy lançait une logique de guerre : "*Un dictateur qui bombarde son peuple n'est plus légitime... n'est plus un interlocuteur*", bombardement qui n'a jamais existé ce il devait bien le savoir. C'était un faux lancé par les Al Jazeera-opposants historiques de Kadhafi-B. Henry-Levy et cies qui arrangeait bien ces décideurs-e(s).

▪ Mi mars 2011, ils/elles ont donc obtenu **leur guerre**. Une guerre de leur high tech contre une armée vieillotte que le rapport britannique décrit comme n'étant fonctionnelle que pour 1/3. Avec les moyens qui sont mis par les occidentaux, le gros armement est détruit "préventivement" en une paire de jours. Mais la guerre entre parties libyennes avec le soutien de l'OTAN **va durer sept mois**, jusqu'à la mort de Kadhafi qui était filé par les américano-français, le 20 octobre. Bani Walid, une ville du désert, ne sera prise d'assaut par des milices rebelles pillardes alors super-équipées que le 17 octobre, et c'était encore avec l'aide de bombardements de l'OTAN.

Les rapports de reconstitution des événements (parlementaire anglais, RAND de l'establishment militaire US...) s'accordent sur le fait que N. Sarkosy est le plus actif dans le déclenchement de cette guerre, et le premier à le faire. Il était dans une hyper- activité, sacrément pressé.

♦ France, une élite qui fait tout et son contraire

▪ Seulement **deux mois avant** les évènements, en décembre 2010, le régime libyen semblait très respectable puisqu'un accord pour la vente de rafales, avec équipement de missiles de croisière de portée 300 km, avait été quasi- conclu... (P. Haimzadeh, là).

▪ Par ailleurs, à sa frontière, seulement le mois précèdent, le 12 janvier deux jours avant la chute du régime Ben Ali, la ministre des affaires étrangères s'exprimait sur la Tunisie devant l'Assemblée nationale : "*« On ne doit pas s'ériger en donneurs de leçons » face à une situation « complexe »"*, a-t-elle expliqué. Tout en invitant les dirigeants à « *mieux prendre en compte les attentes* » des populations. Et au nom du gouvernement, proposait d'aider Ben Ali à maintenir le calme chez lui (au parlement ici) :

« *Nous proposons que le savoir faire qui est reconnu dans le monde entier de nos forces de sécurité permette de régler des situations sécuritaires de ce type. C'est la raison pour laquelle nous proposons effectivement aux deux pays de permettre dans le cadre de nos coopérations d'agir en ce sens pour que le droit de manifester puisse se faire en même temps que l'assurance de la sécurité.* »

Ben Ali a fait Saint-Cyr et l'école d'artillerie de Châlons-sur-Marne. Il a dirigé la sécurité militaire tunisienne. Fin janvier 1980, deuxième anniversaire du "jeudi noir" (féroce répression 1978 des mineurs en grève, entre 50 et 100 tués par les forces de l'ordre), un groupe armé avait agi en surprise dans la ville minière, phosphates, de Gafsa. A la demande de H. Bourguiba (formation droit et école libre de sciences-po Paris, premier mariage avec une française), la France avait envoyé des avions de transport, deux hélicoptères Puma, un groupe de conseillers militaires, et fait une démonstration navale en envoyant les destroyers «Colbert» et « Clemenceau» sur le golfe de Gabès (là).

Fin décembre 2010 alors que les émeutes étaient déjà importantes en Tunisie, et peut-être à cause de ça, la ministre française des affaires étrangères et le ministre des relations avec le Parlement, Patrick Ollier, ces deux ministres de N. Sarkosy étaient au moins à une paire de reprise en Tunisie dans le jet privé de leur ami depuis plusieurs années, l'homme d'affaire fortuné Aziz Miled, un proche du clan Ben Ali (qui avait fait affaire avec son gendre, et qui avait signé plusieurs appels pour que Ben Ali se représente) pour aller passer leurs vacances dans un hôtel du même personnage, ou visiter le grand Sud tunisien.. (France-info/AFP, 02/02/11, là, Le Monde 13/01/11, là, là, etc.). Et L'ambassadeur de France en Tunisie, Pierre Ménat, écrivait quelques heures avant la chute du régime, que l'ultime discours prononcé à la télévision par M. Ben Ali *"peut lui permettre de reprendre la main"*.

♦ Des résolutions au niveau de l'ONU; ce qu'en fait la France

La résolution n°1973 du 17 mars 2011 qui contient des accusations qui se sont révélées de purs mensonges, comme « *les attaques généralisées et systématiques actuellement commises en Jamahiriya arabe libyenne contre la population civile* » et d'autres accusations qui elles pourraient s'appliquer aussi bien à des dizaines d'autres pays à travers le monde, a été votée par 10 représentants de pays sur les 15 membres qui constituent le Conseil des Nations. Il y a eu 5 abstentions.

Elle commence par **: §1 « *exige un cessez le feu immédiat* »**. Elle permet l'établissement d'une zone d'exclusion aérienne et une autorisation de mise en œuvre de §4 « *tous les moyens nécessaires... pour protéger les populations et les zones civiles menacées d'attaques* » (là).

Le « *Cessez le feu immédiat* » était une demande des Russes, le reste de la résolution étant ce que voulez ces quelques puissances occidentales décidées à virer Kadhafi.

▪ Or 1) les rebelles qui savaient des nombreuses rencontres en cours que France-Etats-Unis-Grande-Bretagne, qui les soutenaient autant que possible en lien avec le Qatar, voulaient virer Kadhafi autant que eux (déclaration-fondation du CNT « ***nous...*** *seul représentant légitime du peuple libyen.* »; « *la base à cela a été déclarée par le soulèvement du 17 février :* ***la chute du régime Kadhafi*** *et la formation d'un État civil, constitutionnel et Démocratique.* » VieuxCNT), ne cesseront jamais d'attaquer (et ceux du LIFG feront ce qu'ils veulent). Il y a incompatibilité entre la résolution et çà.

▪ Or, 2) Le rapport parlementaire anglais écrit (là, paragraphe 50) :

« *Lord Richards nous a dit que le plan de campagne de la Grande Bretagne comportait une pause une fois*

Benghazi sécurisée pour permettre à la communauté internationale d'explorer les options politiques. Cependant l'armée ***française n'avait pas inscrit une telle pause dans sa stratégie****. Le manque à la coordination internationale de développer une stratégie partagée* ***a rendu impossible une pose potentielle pour une option politique****.* »

Bien que cela ne lave certainement pas la Grande Bretagne bien assez grande pour décider toute seule de ce que fait sa RAF, la France particulièrement (pas vraiment la seule...) est donc à l'origine d'une violation préconçue de la résolution.

Le Régime Kadhafi (militairement lilipucien face à l'armada high-tech occidentale et politiquement diminué par la défections de ministres et de chefs militaires qui voyaient le vent tourner) avait lui appelé à un Cessez-le-feu le 18 mars. Cela était en discussion avec l'Union Africaine pour un retrait ou une retraite honorable pour lui. La proposition fut immédiatement rejetée par le "commandant rebelle" Khalifa Haftar, débarqué depuis peu des USA (double nationalité) où il a longtemps travaillé avec la CIA.

Pour raisons dites "humanitaires" ces quelques puissances occidentales ont décidé de ne pas faire confiance, de frapper im-mé-dia-te-ment. Aussitôt la résolution passée démarre un déferlement de bombes occidentales sur tous objectifs militaires n'importe où ayant trait à l'aérien, marin aussi, sur l'ensemble du pays, et cela par trois armées occidentales à commandements séparés : opération *Odyssee Dawn* pour les USA, *Harmattan* pour la France, et *Ellamy* pour la Grande Bretagne. Ces élites occidentales avaient ordonné bien avant à tous les sous-marins à propulsion atomique et autre frégates remplis de missiles tomawaks de se mettre en position, et leur ont dit d'appuyer sur les boutons.

A partir du 31 mars, une centralisation évitant les tensions militaires et les doublons de cette première période se fait par l'organisation d'un commandement militaire de l'OTAN sous le noms d'*Operation Unified Protector*, O.U.P.. Cette prise en charge permettait aussi d'ouvrir des bases aériennes-OTAN de la Méditerranée.

L'OTAN qui avait été créé pour protéger l'Europe contre la « menace militaire soviétique » sert à tout autre chose.

Selon cette résolution ONU votée, peu importe qui attaque fait remarquer Carlo Santuli prof. de droit à Paris-II (là). Si les rebelles attaquent Sirte (ce qu'ils ne manqueront pas de faire, voir là (Express,30/10/11) ou les 30 000 habitants de Tawergha, là, là, etc.) il fallait protéger les civils libyen-ne-s de ces rebelles. L'ancienne Directrice du policy planning du US State Department en conviendra : « *Nous n'avons pas essayé de protéger les civils du coté de Kadhafi.* » (New York Times, 27/02/16). L'OTAN a propulsé des sections libyennes historiquement opposées au régime en une sorte de guerre civile avec toutes les atrocités de ce type de guerre, un comportement qui a peu à voir avec la résolution n°1973.

♦ Une initiative guerrière moins soutenue que le matraquage médiatique ne le disait.

Le 18 mars 2011 l'Allemagne, le pays le plus puissant d'Europe et carte majeure de l'OTAN, a fait un Communiqué :

« *Nous avons soupesé le risque d'une intervention comme un tout, pas seulement pour la Libye mais bien évidemment avec la préoccupation des conséquences sur la région entière et c'est pourquoi nous nous sommes abstenus.* »

L'Allemagne, est ouvertement sceptique à l'usage de la force dans ce cas, et refusera résolument tout du long d'être impliqué (G. Westerwelle, ministre des affaires étrangères, là), ayant retiré son personnel.

Seule une minorité de 8 membres de l'OTAN sur les 28, moins du tiers, ont pris une part active à cette intervention militaire. La Grèce laisse l'OTAN faire usage de ses bases sur son territoire mais ne participe pas elle-même en dehors du médical.

Le Brésil avait bien deviné ce qui allait se passer :

« *Nous ne sommes pas convaincus que l'utilisation telle qu'elle est prévue dans cette résolution aboutira à la réalisation de notre objectif le plus important, l'arrêt immédiat de la violence et la protection des civils. Nous craignons aussi que de telles mesures ait pour effet inattendu d'enflammer les tensions sur le terrain et de faire plus de mal que de bien justement à ces civils que nous voulons protéger.* » (The Washington Post, 28/01/15, là).

A l'intérieur des USA, B. Obama a essuyé de vives critiques pour avoir engagé le pays militairement sans consultation du congrès, sans que la sécurité US soit menacée en quoi que ce soit. Et il n'y a jamais eu de vote du congrès pour autoriser le financement d'une telle action (les généraux ont du jongler avec l'existant, prenant ici et là; il est question de leur coté de $ 1 milliard de dépenses). Il semble d'ailleurs que Robert

Gates, le Secrétaire à la défense, était opposé à l'engagement américain (The Washington Post, 28/01/15, là).

Et en France ceux qui avaient plus de chance d'appréhender avec recul et réflexion ce genre de situation dénonçaient dès le départ le danger de ce "va-en-guerre". Le 24 mars (par ex sur Mediapart, là) Rony Brauman Président de Médecin sans frontière de 1982 à 1994 :

« *je trouve inquiétant qu'une décision aussi grave que partir en guerre ait été prise dans des conditions aussi baroques. Cela me fait penser à l'aventure pathétique de l'Arche de Zoé* [trafic d'enfants sous couvert humanitaire], *avec Nicolas Sarkozy et BHL* [Bernard-Henry Levy] *à la place d'Eric Breteau.* », « *Il y a une guerre civile en Libye, comme en Afghanistan et en Somalie, et on plonge dans cette guerre civile sans réfléchir à ce qu'on va y faire. La recette pour le chaos est écrite.* ».

Et le Général d'armée français Vincent Desportes le 31 mars (2011) :

« *Clausewitz explique que la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens, mais l'histoire nous montre qu'il s'agit souvent autant de politique intérieure que de politique extérieure*. »; « «*Ma crainte est que ce conflit n'affaiblisse encore une fois l'Occident*» (in Médiapart, 31/03/2011, ici).

♦ Le cas de l'Italie

S. Berlusconi cultivait au plan étatique une amitié avec M. Kadhafi auquel l'Italie achetait beaucoup de ce pétrole/gaz (gazoduc Greenstream entre Mellitah à l'Ouest de la Libye et Gela en Sicile qui passe 20 à 25 millions m3/jour), avait d'importants échanges commerciaux et avait obtenu du colonel l'arrêt presque total du passage d'émigrés clandestins.
Cela veut dire que M. Kadhafi avait agi et sur les filières intrinsèques libyennes qui remontent des jeunes aussi bien du SW que du SE du pays, et sur celles au Nord, sur la Méditerranée. Ces filières du Sud sont très anciennes. La vie du Sahara est dure, les habitant-e-s des ces zones sont pauvres et en tirent des revenus.
Les deux pays, Italie-Libye avaient signé un Traité d'amitié en 2008.
L'Italie était donc initialement contre une intervention militaire, et il y a eu des échanges téléphoniques directs entre S. Berlusconi et M. Kadhafi. Mais devant le fait accompli des puissances occidentales il retourne vite sa veste, jetant à son tour dans l'attaque une trentaine d'avions (12 tornados, 4 F-16, etc.) et reconnaît le CNT dès le 4 avril.
Il s'agissait évidemment pour l'Italie, le plus gros producteur de pétrole/gaz de Libye, de ne pas se faire chiper sa source par ces puissances occidentales concurrentes.

♦ Le"nouveau" pétrole à meilleurs coût

Dès les derniers jours du mois de mars, le CNT, son responsable pour le pétrole, Ali Tarhouni, créaient une « nouvelle » cie pétrolière : la *Libyan Oil Corporation*, Loc, c'est à dire qu'il remplaçait la lettre "N" de la Noc (*National*...) du Régime Kadhafi, administrativement bloquée, par un "L". On est revenu à NOC depuis, c'était juste pour faire semblant que les choses étaient différentes.
La Loc accorde des contrats plus avantageux que sous le régime Kadhafi, elle est reconnue dès le 29 mars, ça traîne pas, par ces pays occidentaux. Ali Tarhouni ? il n'avait pas mis les pieds en Libye depuis 36 ans, venait d'en habiter 30 aux USA où il était prof. d'économie à l'Univ. de Washington (coté Pacifique). C'est un vieil opposant de la vieille, opposé aux réformes socialistes de Kadhafi dans les années 1970 (VieuxCNT § III-6). Il est rapporté qu'à ce moment là il n'arrivait pas à s'empêcher de dire "*ils-elles*" en parlant des libyen-ne-s.

♦ Armes sur le terrain : Sarkosy-Longuet en rajoutent

La direction politique Sakozy-Longuet ordonnera à l'armée française de larguer des armes en juin sans prévenir ses alliés : lance-roquettes, fusils d'assaut, mitrailleuses et missiles antichar *Milan*, et fera passer par voie de frontière quelques chars légers dans la région du Djebel Nafusa au SW de Tripoli (Centrafrique-presse.com, 30/06/11, là). Apparemment Nicolas Sarkosy avec Gérard Longuet, deux "Algérie française", ont eu soudain une peur que M. Kadhafi ne puisse disparaître.

a) C'est une zone berbère, les Amazighs (environ > 5 % de la population libyenne) qui est dans une situation un peu comparable à celles des Kurdes d'Irak. Si les Amazighs, qui s'étaient illustrés dans la résistance militaire à l'occupation italienne tout comme leur cousins Kabyles contre l'occupation française (puis algérienne) dans les Aurès, voulaient la chute de Kadhafi, c'était pour pouvoir parler leur langue dont il avait interdit l'enseignement, et pour arborer leur drapeau propre. Leurs intérêts sont opposés à ceux des islamistes-politiques de la zone de Benghazi 1000 kilomètres plus à l'Est qui veulent imposer le pan-

islamisme..

b) Mais il n'y a pas que les berbères dans ces longs djebels peu peuplés... Militairement c'est un très bon point de départ pour prendre Tripoli à revers, qui se défendait bien sur les côtes. Des pistes d'atterrissages "*permettant à de petits appareils venus du Golfe arabique de prendre le relais des livraisons d'armes françaises.*" (P. Gelle, Le Figaro, 28/06/11, là). Or le golfe ne défend certainement pas les amazighs qu'il considère plutôt comme des hérétiques. A.H. Belhadj (VieuxCNT § III-7) n'est pas apparu dans la lumière les deux premiers mois du conflit. Il aurait alors été au Qatar pour monter la brigade du 17 février. C'est lui, cette milice, qui ont été transportés dans la zone du Djebel Nefussa, avec de la milice sous drapeau qataris, avec du transport par avion. C'est de là qu'ils marcheront sur Tripoli.

▪ Jean Ping qui préside l'Union Africaine s'est élevé contre ces livraisons de l'équipe Sarkosy-Longuet, avec un « *risque de somalisation du pays, le risque d'avoir des armes partout ... avec le terrorisme* » (BBC, 30/06/11, là). Contrairement aux deux responsables cités, lui connaît l'Afrique, et c'est exactement ce qui va se passer.

▪ Le gouvernement français a affirmé/prétendu que ces livraisons étaient consistantes avec le bout de la phrase des 10 personnes qui ont voté la résolution ONU : « *toutes les mesures nécessaires* », "nécessaire à Sarkosy-Longuet", peu importe qui, peut-importe où, peu importe l'Afrique.

De toute façon la résolution n°**1970 de l'ONU du 26/02/11,** paragraphe 9, interdisait toutes livraisons d'armes. **Ces livraisons françaises sont la deuxième violation** "en temps réel", après celle faisant fi du Cessez-le-feu prononcé par la résolution n°1973.

▪ Mais bien avant ces livraisons là, on verra plus loin que Sarkosy-Longuet étaient de mèche avec l'émir du Qatar qui ne se gênait pas, les deux aviations militaires faisaient équipe commune en Crête par où passait beaucoup « de transports ».

▪ Mahmoud Jibril du CNT lui-même a annoncé qu'une livraison française de missiles et mitrailleuses est partie à la milice dirigée par Abdel Hakim Belhaj leader de ce Libyan Islamic Fighting Group. Ces armes françaises sont allées rejoindre des milliers de missiles portables SA-7 volatilisés des stocks de l'armée libyenne suite au chaos créé par les bombardements de l'OTAN (selon l'amiral Giampaolo Di Paola de l'OTAN, blog A. Castaignet là).

On va en retrouver ensuite au Mali, au Nigeria, en Syrie... Cela avait commencé très tôt puisque le Président du Tchad Idriss Deby Itno l'avait déjà révélé avant le 25 mars (The Telegraph 25/03/11, là), et par des djihadistes professionnels qui profitaient des armes et des bombardements bénis de l'OTAN,

♦ Conséquences ?

▪ C'est une démonstration qu'a faite l'OTAN de ce dont est capable son processus décisionnel politique.

▪ Qu'ont put penser Russes et chinois, l'Inde et le Brésil aussi, qui comme l'Allemagne avaient laissé passer la résolution n°1973 par leur abstention ? et l'Afrique ?

Face à un tel comportement la réaction : "tu ne m'auras pas deux fois" devient pratiquement logique.

Cela a donné à V. Poutine, ancien du KGB mais néanmoins choisi par B. Eltsine, qui travaillait avec l'Occident, un argumentaire puissant pour ne plus faire confiance, ne pas démilitariser d'autant que l'OTAN installait ses armes sur des frontières de plus en plus proche de Moscou contrairement à ce qui avait été promis à Gorbachev.

▪ Cela allait avoir des conséquences sur les événements qui se déroulaient parallèlement en Syrie, catastrophiques là aussi pour des millions d'humains parce qu'il y a beaucoup plus d'habitant-e-s.

Ce qu'ont connu les parents de ma génération sous l'occupation (en dehors évidemment des catégories de la population spécifiquement visées par les nazis) en 1940-44, qui les a traumatisés à vie, est du pipi de chat à coté de ce que doivent vivire des populations depuis des années, et tant d'enfants sans enfance (là, là).

Pour les petits pays une leçon à tirer : ne jamais rester sans protecteur (entraînant sans guère le choix une bipolarisation du monde).

▪ Pour ce qui est des petites affaires plus nombrilistes européennes, il en résulte une situation de guerre quasi permanente à 260 km des ses frontières (îles italiennes), et avec toutes sortes de trafics, jeunes humains inclus dans des conditions pires que jamais (ici).

II. Le bal occidental des tirs high tech

♦ C'est "la France", enfin... Sarkosy-Longuet, qui inaugure le bal le 19 mars 2011, quelques heures avant américains et anglais (que la direction militaire française prévient au tout dernier moment provoquant les premières tensions).
Deux 2 mirages 2000Ds et 2 mirages 2000-5s sont partis de Nancy et 8 rafales-M sont partis de St Dizier, qu'il a fallu ravitailler en cours de route et guidés par un avion contrôleur E-3F AWACS. Avec les avions impliqués, ce raid-symbole du 19 mars au long cours a nécessité 130 heures de vol.
L'armement était du cher : des bombes AAMS Hammer à ailerons mobiles, 250 kg et une portée > 50 km, coûtant 350 000 € pièce (là). Selon le constructeur Sagem-Safran elles font mouche à pratiquement 100%. Pas toutes seules quand même, leur trajectoire est guidée, corrigée par GPS (ou IR ou laser) via les satellites militaires Helios (Helios 2A et 2B de Thales Alenia Space et Airbus-défense lancés de Kourou sur orbite 700km par des Arianes 5 sous responsabilité CNES en 2004 et déc. 2009, coût total construction-lancement-fonctionement 10 ans : 2 milliards €; mais Helios 1B lancé en 1999 avait été perdu au bout de 5 ans).

Ce raid de démonstration du « savoir faire » français, a coûté au minimum quelques millions d'euros, pour les contribuables mais pas forcément pour tout le monde. En effet Sagem-Safran qui a déjà vendu des AAMS Hammer à l'Arabie saoudite (qui a ça contre les Houtis du Yemen), au Maroc (qui surveille les Sahraoui au Sahara Occidental) puis à cet autre démocrate maréchal-président Abdel Fattah Al-Sissi (là, qui saura aussi s'en servir, là) rêvait alors d'en vendre aussi à des gros clients comme l'Inde et le Brésil (même s'ils ne pourront pas leur vendre aussi cher).

Ce raid a abouti à la destruction de quatre véhicules blindés presque bons pour le musée (Fig. 1). Cela a apparemment mis en déroute la fameuse colonne (qui à une telle distance de tir ne pouvait pas savoir d'où venaient ces bombes lui tombant du ciel) : « *la colonne en route vers Benghazi* [qui a traversé une partie de la Libye sans toucher à un civil] *ne comprenait pas plus de 2 000 hommes, majoritairement de jeunes volontaires non aguerris soutenus par une dizaine de chars. Difficile dans ces conditions d'imaginer que cette colonne ait été en mesure de massacrer des dizaines de milliers d'hommes dans une ville de 800 000 habitants disposant déjà de milices bien armées et combattant sur leur terrain.* » (P. Haimzadeh, Orient XXI, là).

▪ Et ça va continuer sur cette lancée. L'opération *Harmattan* spécifique à la France comprenait d'abord une 30 aine d'avions en incluant ceux de reconnaissance (mirage F1-CR ou rafales-FG tous de Dassault), les rafales (coût construction 70 millions €/unité sans compter la recherche surtout supportée par l'État et l'entretien au coût aussi élevé que la construction) ont 2 réacteurs Safran (SNECMA-Sagem) de 7,5t de poussée, consommant de 30kg fuel/minute en croisière modérée ht altitude, jusqu'à 300 à 350 kg/minute en supersonic ou plein gaz, décollage, etc., un radar Thales(Thomson-CSF) RBE-2 d'une portée de 100 km (qui à époque devait déjà être changé), etc., coût de l'heure de vol : 14 000 €; des avions de ravitaillement (C-135FR, C-130, ça c'est acheté à Boeing et Lockheed), le drone militaire Harfang de la société IAI, Israel Aerospace Industrie, importé/francisé par Airbus Group, d'observation jour-nuit (long 9 m, ailes 16 m, pouvant aller à 7500 m), opérant à partir de la Sicile, 2 navires Mistral (*Tonnerre* et *Mistral*, de 22 000 tonnes longs de 200 m de la DCNS St-Nazaire) porteurs d'hélicoptères (20 gazelles, et 4 tigres modernes de Eurocopter, engagés après le 18 mai), quatre frégates lance-missiles ou anti-aériennes (Jean Bart, Forbin...; DCNS de Lorient), le sous-marin d'attaque à propulsion nucléaire *Rubis* (DCNS Cherbourg) qui faisait de la reconnaissance dans les eaux libyennes, un pétrolier ravitailleur..., i.e. au minimum une douzaine de bateaux. Mais le site *French Fleet Air Arrm*, là, en donne même vingt avec 11 frégates spécialisées et le navire d'intelligence électronique Dupuy-de-Lôme. 2 400 militaires engagés, et pendant quelques mois (jusqu'en août) le porte-avion Ch-de-G qui portait 14 rafales, des super-étendards modernisés et 2 E-2 Hawkeyes, des hélicoptères EC725 Caracal et Puma...; lui de la DCNS Brest, propulsé par deux réacteurs nucléaires produisant l'équivalent d'une ville de 20 000 habitants, avec 53 personnes sur le navire rien que pour le fonctionnement de ces réacteurs atomiques.

Au total, jusqu'à 39 avions de combat étaient engagés, et 4 300 militaires. Les avions français ont fait près de 5 600 sorties dont 3 100 offensives et plus de **27 000 heures de vol**.

CO2taxfree cela va sans dire et comme on le verra ci-dessous, dans le but d'obtenir 30 % du pétrole libyen; le représentant français au GIEC qui demande depuis Kyoto qu'on taxe les ménages sur le CO2 mais pas les avions, Nicolas Bériot, a été le chargé du bureau des affaires militaires à la Direction de Météo-France pendant 6 ans après avoir travaillé pour Sofreavia dont les actionnaires sont Thalès, l'État et des banques.

Les hélicoptères d'attaque ont fait une quarantaine de raids comprenant plus de 250 sorties et ont détruits 400 véhicules, essentiellement des pick-ups légers, c'est à dire des bagnoles, que les avions ont du mal à reconnaître et atteindre.

Fig. 1. Vieil obusier Palmarias de l'armée libyenne détruit par un raid de l'aviation française près de Benghazi, 19 mars 2011 : 130 heures de vol, au coût au bas mot quelques millions d'euros (in Haimzadeh, Orient XXI, là)

Fig. 2. Fiche Dassault Aviation-SNECMA-Thalès, et le duo N. Sarkosy - G. Longuet au salon aéronautique du Bourget en pleine guerre de Libye le 20 juin 2011; F. Mori AFP

Les missiles de croisières mer-surface *SCALP* ont été utilisés pour la première fois en combat, de mer et de l'air, la nuit du 23 au 24 mars selon le site defens-aero (longs de 6,5 m, poids 1,4 tonnes, portée plusieurs centaines de km guidés GPS, pouvant être tirés de sous-marins Baracuda sous l'eau, de frégates *FREMM*, ou de rafales, ils sont construits par MBDA : Airbus-BAE-Leonardo).

Début septembre 1000 bombes, 600 missiles, 1 500 roquettes, et des milliers de munitions avaient été utilisés par la France (Mueller, 2015, "Precision and Purpose", RAND).

♦ C'est la vitrine voulue pour vendre le matériel de guerre français. La France cherchait à placer ses avions, comme aux µicro mais richissimes pétro-Émirats. Le ministre de la défense G. Longuet parle alors de 60 rafales pour Dubai-Aboud-Dabi, il dit :

« *C'est un matériel qui a fait ses preuves » a déclaré le ministre, à l'occasion d'une rencontre avec l'Association des journalistes de la défense (AJD). «* ***Le caractère opérationnel et polyvalent du Rafale est affirmé chaque jour par ces interventions*** *», a-t-il poursuivi. «* ***Le théâtre libyen apporte la démonstration que la motorisation actuelle est parfaitement pertinente*** *» a-t-il ajouté. »* ("Zone militaire", 20/07/11, là).

Le Qatar pays de 250 000 âmes citoyennes (moins que la ville de Montpellier qui a plus de 270 000 habitant-e-s) en achètera 24 et ses pilotes mercenaires (souvent pakistanais) apprendront à les manier pendant des milliers d'heures de vol au dessus de nos têtes à partir de la base de Saint-Dizier qui se trouve être aussi détentrice de « la bombe » chrétienne (pour les bolcheviques). Aujourd'hui 2019-23 presque tous les jours de la semaine pendant des heures en Haute-Marne ce sont les pilotes indiens puis probablement qataris-pakistanais (qui se batte contre l'Inde au Pamir ?) qui passent à fond la caisse au dessus de nos têtes, vacarme arrêtant régulièrement les cours dans les écoles-collèges-lycée. Ils doivent faire au moins 1500 heures de vol avec le rafale avant de repartir avec chez eux et avec ces missiles SCALP que la France a testé "en combat" la première fois sur de la chaire libyenne en mars 2011 (commande de 36 avions et missiles SCALP, là, une partie des pièces est fabriquée en Inde).

♦ L'engagement anglais a été du même style, une 20aine de Tornados (construits par la cie européenne tri-nation Panavia : GB-Allemagne-Italie), 8 Typhons d'Eurofighter, à partir surtout au bout d'un moment de la base de *Gioia del Colle* près de Bari au Sud-Est de l'Italie, mais au départ et de temps en temps d'Angleterre (avec les avions ravitailleurs ayant à faire de longs vols), un navire porte hélicoptères de combats *HMS Ocean*, le sous-marin HMS *Triumph*, des frégates...

♦ Les "infrastructures" militaires, hangars d'avions..., ont été annihilées par les missiles de croisière de 3 sous-marins d'attaque à propulsion nucléaire (USS *Providence*, USS *Scranton* et USS *Florida*) et 2 destroyers (USS *Stout* et USS *Barry*) américains accompagnés d'autres navires (porte hélicoptères *Bataan*, frégates, etc.) : un déluge de 192 Tomahawks (5,5 m, charge 450kg, 880 km/h, portée 1200 à 2500 km, programmables; construits par Raytheon, qui fait aussi les *Patriotes*, Tucson, Arizona, État du sénateur républicain John McCain, farouche partisan de cette guerre de Libye avec la démocrate Hillary Clinton) essentiellement les premiers jours (ainsi que des Missiles de croisière équivalents, les *Storm shadow* par des Tornados anglais) + attaques aériennes avec des F-15, F-16 (avions construits par Lockheed Martin), avec des Harriers à décollage court (McDonnell Douglas) du semi porte-avions/hélicoptères *USS Kearsarge* de cette 6ème flotte. Sont même intervenus en allez-retour non stop (avec des ravitaillements en vol) de leur base du Missouri des bombardiers furtifs B2 à grand champs d'action qui peuvent porter 20 tonnes de bombes conventionnelles ou nucléaires (Northrop-Grumman) et des bombardiers gros porteurs grand champs d'action B-1B de la Ellsworth base du Sud Dakota. Et cela du pays qui a dicté la création du GIEC (là)...

L'Otan a fait plus de 26 000 sorties aériennes dont plus de 9650 dans un but offensif (*20 mn*, 30/10/11, A.F. Rssmussen, là). Combien de soldats libyens à la cervelle éclatée ont gis sur leur sol maternel par ces bombes occidentales venues de nul part ? (Fig. 2-2).

La résolution n°1973 a été votée le 17 et ce déferlement de missiles occidentaux commence le 19 mars. Tout était donc prêt avant le vote. Le compte *facebook* de la Ligue Libyenne des Droits de l'Homme, c'est à dire les opposants historiques au régime Kadhafi, (voir VieuxCNT, là, I et II) écrivait par ex. le 2 mars « *2 navires de guerre américains... sont entrée dans la Mer Méditerranée par le Canal de Suez vers la Libye* ».

Cet étourdissant "dégrossissement" accompli, fin mars les USA se font plus discrets, bien qu'ils soient dits être assez indispensables en arrière plan à ces petits exercices aériens. Les libyens qui déjà avaient essentiellement des avions vieillissants d'époque soviétique et qui volaient peu, surtout des Migs déjà retirés du service en Russie 17 ans plus tôt..., quelques Su 22 et 24, idem pour les batteries de défense décrites comme "*antiques*", n'avaient plus aucune surveillance sérieuse ni aviation en quelques jours.

25. The bodies of soldiers loyal to Muammar Qaddafi are piled onto a truck following coalition air strikes around the eastern town of Ajdabiyah, March

Fig.2-2. Soldats libyens éclatés de distance sur leur terre patrie par l'Organisation du Traité Atlantique Nord (photo Reuters/Finbarr O'Reilly)

Le régime Kadhafi avait une vingtaine d'hélicoptères de combat que lui n'a pas utilisés, contre personne.
Les tanks et véhicules blindés étaient si facilement détruits (bien que certainement pas gratuitement pour les contribuables occidentaux) que les forces et loyalistes du régime Kadhafi les ont vite délaissés (de plus les tanks sont efficacement mis hors d'état de nuire par des missiles MILAN que Qatar et France donnaient aux "rebelles"). C'était une guerre de picks-ups semblables des deux cotés belligérants, et la machine militaire OTAN avait du mal à identifier qui était qui... (The Washington Times, 02/04/11, là).

Aussi, mi-Avril les américains ont-ils utilisé des drones *Predator* (General Atomic Aeronautical System à Poway, San-Diego) équipés de missiles air-sol Hellfire (AGM-114 de lockheed-Martin-missile, Orlando, Floride, portée 8 km). Un drone traquait le convoi fuyant de Kadhafi dira un haut responsable US (William Tart, confirmé par le "pilote de drone" Brandon Bryant) et c'est des avions français qui le bombarderont (un convoi non armé) et à leur tour avertiront une milice sur le terrain. L'OTAN avait aussi détruit huit navires de guerre libyens dans les ports de Tripoli, Al Khums et Sirte (et Burweila, oct. 2011, ici p.52).
Les américains ont fournis du matériel tel que des uniformes (les photos témoignent qu'ils sont souvent en tenues neuves) et des cantines aux rebelles a annoncé le secrétaire de la défense Robert Gates. Le CNT recevait aussi des bateaux de diesel et de gasoil (Chapsos et Burweila, oct. 2011 i
ci p. 56) 4 de chaque avant le 4 juillet, qui apparemment chargeaient du brut en retour, probablement pour l'Italie sous couvert de paperasse à en-têtes qataries . Bref les occidentaux prenaient en charge l'intendance des "rebelles". Et ça n'était pas une "no fly zone" qu'appliquait l'OTAN, il n'y a peut-être eu aucun avion volant d'abattu et au bout de 1 ou 2 jours de Tomahawks il n'y avait plus d'aéroports, mais une "no drive zone" qui très vite n'a été que pour les pick-ups, des bagnoles, des soldats et partisans du régime en place d'un pays de 6,5 millions d'habitants habité que sur les côtes, qui ont résisté 6 mois à l'OTAN.

III. Le jeu multiple du Qatar allié de Sarkosy : politique, armement, présence terrestre, contrôle médiatique

Le Cheikh Hamad Bin khalifa Al Thani et Nicolas Sarkozy à Paris le 1er septembre 2011. © AFP

Fig. 2-3. N. Sarkosy et H. Bin Khalifa Al Thani, les deux fournisseurs d'armement aux « rebelles » au mépris ouvert des deux résolutions de l'ONU qu'avec H. Clinton et Cameron, ils avaient réussi à faire accepter avant d'attaquer la Libye.

III.1. Une jonction politique précoce

▪ Mouammar Kadhafi né dans le désert de Libye, disciple de Nasser était venu au pouvoir en déposant un roi (domaine politique) et chef de l'ordre musulman Senussi (domaine spirituel). M. Kadhafi était détesté pour ne pas dire haï, des royaumes et émirats du Golfe qu'il ne se gênait pas de moquer en pleines réunions inter-étatiques arabes sur leur alliance avec les USA : l'Arabie Saoudite, le Qatar et les Emirats-A.U. ont chacun une mega base militaire aérienne américaine sur leur sol et l'île de Bahrain la plus grosse base navale (US) du golfe. Lors d'une de ces réunions en 2003, furieux, le prince Abdallah d'Arabie Saoudite l'a pointé du doigt et lui a dit « *le cercueil est devant toi* » (la vidéo est ici).

▪ Dix ans après l'attaque internationale de la Libye en 2021 la web TV d'investigation Blast a obtenu un procès verbal qatari d'un déjeuner de l'Élysée de novembre 2010 qui révèle que N. Sarkosy et T. ben H. Al Thani avaient évoqué une éventualité de renversement de M. Kadhafi, le Qatar s'étant engagé, au cas où une telle éventualité se présentait, de donner 300 millions pour les frais militaires de la France :

http://thefrenchnuclearway.anegeo.org/societe/docsSociete/Libye/Blast_document-qatari.webm

▪ Patrick Haimzadeh souligne que le lien Qatar-Sarkosy s'est fait très tôt et a été déterminant (06/10/16, Orient XXI, là) : « *C'est enfin, dès le **22 février**, le contact direct avec **l'allié qatarien qui achève de convaincre Nicolas Sarkozy** qu'il est temps d'y aller.* ». Dans un entretien en 2012 (Médiapart, là à 33:00) P. Haimzadeh ajoute :

> « *si on regarde bien, le **25 février**... donc 8 jours après le début de l'insurrection, Nicolas Sarkosy a dit : « **Kadhafi doit partir** »..... la **logique de guerre** a commencé là... ...et dès fin février Nicolas Sarkosy commençait à donner des directives aux militaires pour préparer la guerre, bien avant les votes des résolutions.* ».

L'émir y voyait, lui, une opportunité d'agir dans l'optique de remettre de préférence la tendance *frères-musulmans*, au pouvoir (Lobe Log 20/06/17, là), merci à l'aide de l'ONU et de l'OTAN, et de placer quelques

investissements dans le pétrole libyen, chose que M. Kadhafi, méfiant lui avait toujours refusé. L'establishment militaire écrit plus tard dans une conclusion (RAND 2015, là p. 367) : « *Le support politique, diplomatique et financier des qatari et des Émirats d'Arabe Unis a été l'instrument qui a fourni un espace respirable pour que se forme et survive le CNT et pour permettre sa légitimité d'une alternative de gouvernement.* ». Si quelqu'un savait ce qu'il voulait, c'était la famille royale qatarie.

▪ Le **10 mars**, "la France", enfin… Nicolas Sarkosy, est le premier pays à reconnaître le Conseil National de Transition, CNT. Celui-ci s'est auto-déclaré 8 jours plus tôt, le 02 mars, comme le seul représentant "légitime" du peuple libyen (L'Obs, 10/03/11, là).
E. Al Miah, dans sa thèse (Grenoble 2019, ici p. 96) rapporte que : "Dans le second temps de l'intervention française en Libye, l'État a conclu un accord avec les rebelles visant à récupérer 35% du pétrole brut libyen[275/276]. Cet accord signé par le CNT (Conseil National de Transition)[277]…"

[276] Extrait de la lettre d'engagement : « *S'agissant de l'accord sur le pétrole passé avec la France en échange de la reconnaissance de notre Conseil, lors du sommet de Londres, comme représentant légitime de la Libye, nous avons délégué le frère Mahmoud Shammam, Ministre pour signer cet accord attribuant 35% du total du pétrole brut aux Français en échange du soutien total et permanent à notre Conseil* »

L'Europe n'a pas suivi la France. Sept mois plus tard les libyen-ne-s ne sauront toujours pas qui sont cette trentaine de membres auto-déclarés et légitimés en une semaine par N. Sarkosy, encore moins comment ils fonctionnent, et même d'où ils sortent pour certains (plusieurs des USA), qui prend les décisions, comment ils gèrent l'argent de l'État libyen (pétrodollars) que leur libère les banques occidentales...

▪ Le Secrétaire Général du Conseil de Coopération des États du Golfe est alors un qatari, Abdul Rahman Bin Hamad Al-Attiyah, il milite pour que la Ligue Arabe suive. Le Secrétaire Général de cette dernière pour encore un mois est Amr Moussa. Il est issu de 10 ans de régime Moubarak mais s'est présenté à la foule égyptienne du "printemps arabe" place Tahrir du Caire. Il laisse entendre que soudain devenu démocrate, il peut se présenter à la présidentielle comme alternative à Moubarak… Le journaliste brésilien P. Escobar dans Asia Times onlines (02/04/11, "The roving eye") a fait remarquer que ça peut aider lorsqu'on a de telles ambitions d'être bien vu des USA et du voisin l'Arabie Saoudite. C'est dans ces conditions que **le 12 mars**, et dans la ville du Caire en ébullition/révolution, en une réunion d'urgence, la Ligue Arabe adopte la position du Conseil de Coopération des États du Golfe sur la Libye, qui est la demande d'une no-fly-zone et **déjà une reconnaissance du CNT de Benghazi**.
Sur les vingt-deux moins un (la Libye), 11 ministres arabes ont pu être présents dans la capitale égyptienne en pleine révolution, 2 ont voté contre (Algérie, Syrie), 9 ont voté pour (Ya Libnan 12/03/11, là) dont les 6 pétromonarchies du Conseil de Coopération des États du Golfe. La Libye n'en avait jamais fait grand cas : "*la ligue arabe aux yeux du régime libyen n'est qu'un lieu de réunion des chefs d'États et qu'elle ne pourra jamais participer à l'avènement de l'union arabe dans la mesure où elle reconnaît de par son statut les différents États formés par des puissances étrangères*." (thèse Abousitta, Clermont-Ferrand, 2012, p. 35).

▪ Ces monarchies par contre "s'occupent" seules de faire le ménage chez elles, car le Bahreïn est l'un des 9 votants, ainsi que quelques rois absolus soudain pris d'une violente passion démocratique comme le Maroc et "son" Sahara occidental. Au Qatar non seulement la majorité des personnes vivant sur la péninsule, des travailleurs importés, n'a pas son mot à dire mais ne peut même changer de travail sans la permissions de son employeur, qui retient souvent leur passeport, vit dans des logements sordides et surpeuplés, etc. (Amnesty International, "Il est temps de faire respecter les droits humains au Quatar", 07/12/17, là). En septembre 2011, le poète qatari Muhammad Ibn al-Dheeb al-Ajami était condamné à perpétuité parce que dans un poème « *Tunisian Jasmine* » sur la chute de Ben Ali il écornait un peu la famille de l'émir.

▪ Bernard Herni Levy a été lui-même chercher des membres du CNT, comme il l'a montré à Cannes dans son film le "le serment de Tobrouk" (extrait là repris de la web tv Blast), les ramenant à Paris dans l'hôtel Raphaël où il avait ses habitudes, pour leur faire rencontrer N. Sarkosy et H. Clinton, cf. VieuxCNT, III-1, III-3, III-5). L'Emir du Qatar a donné ordre qu'on lui vire ~ € 9 millions (chaîne d'investigation web télé Blast, là) :

http://thefrenchnuclearway.anegeo.org/societe/docsSociete/Libye/Blast_9millions-BHL.webm

▪ Des deux gros voisins de la Libye, l'Égypte depuis la veille ou le jour même du vote du Conseil de Coopération des États du Golfe n'a plus de tête : Moubarak vient de partir, l'armée occupe le pouvoir de fait. Et du coté Ouest, avec environ 1000 km de frontière commune dans le Sahara, le gouvernement Algérien était opposé à une intervention militaire ONU par des armées occidentales dont son ancien colonisateur, et ne reconnaissait pas le CNT (il y a des différences mais beaucoup de points communs avec la Libye, jonction

Méditerranée-Sahara, régime militaire fort là issu d'une guerre coloniale, islamisme politique fort, brimé en Algérie aussi, "questions" etno-tribales, arabes, berbères, touaregs nomades..., l'ACQMI, ralié à Al-Qaida...). Le 23 mars le Qatar est le premier "pays" arabe à reconnaître le Conseil National de Transition, CNT/ rebelles. Mais c'est quand même 13 jours après qu'un N. Sarkosy qui ne parle pas un mot d'arabe l'ait fait.

▪ Au même moment **au Bahrein**, comme le Qatar une monarchie absolue, ont lieu d'importantes protestations pacifiques de l'opposition chiite dominante dans un émirat sunnite minoritaire. Eux n'ont pas pris d'assaut des commissariats de police et autres bâtiments publics comme en Libye. Elles sont néanmoins réprimées par une police féroce. Pour ce petit émirat, le 17 février le Conseil de Coopération des États du Golfe adopte la position inverse de celle qu'il prône pour la Libye : solidarité et support total à l'émir, responsabilité collective du golfe, sécurité indivisible. La situation continuant à se dégrader, le 13 mars l'émir du Bahrein appelle au secours. Le lendemain des forces d'interventions saoudiennes débarquent et seront complétées par d'autres des Émirats Arabes Unis (500), du Koweit. Ces forces spéciales de police pour mater ces demandes de plus de démocratie seront jusqu'à 5000 sur cet îlot Bahrein de 678 km². Cela sous la bénédiction des USA dont la 5ème flotte est basée à... Bahrein. « *Il y avait donc des contrastes aigus dans la manière dont était traitée l'agitation domestique aux presque les extrémités du monde arabe, une illustration de la primauté des objectifs sécuritaires centraux des États, non pas un support général des soulèvements populaires arabes.* » (RAND 2015, là , p. 344).

▪ « *C'est les qataris qui ont fait l'avancée initiale en offrant de fournir des avions et d'autres formes de support militaire à l'opposition quand commencent les frappes militaires pour mettre en place la zone d'interdiction de vols le 19 mars avec l'opération Odyssee Dawn.*

[puisque jusqu'au 31 mars lorsque les 8 pays participants de l'OTAN ont mis en place un QG opérationnel commun, il s'agissait de trois opérations militaires séparées : *Odyssee Dawn* pour les USA, *Harmattan* pour la France, et *Ellamy* pour la Grande Bretagne]

"Il a été rapporté que la rapidité et le volontarisme d'envoyer des forces est venu comme plutôt une surprise, même des diplomates occidentaux dans la région. Donc alors que pour les puissances occidentales la participation arabe était jugée essentielle, ***le Qatar en fait a pris l'initiative en poussant pour leur participation militaire. Il semble que la longue et proche relation entre le président français Sarkosy et l'émir du Qatar a joué un rôle important dans cette prise de décision critique.*** *Il est notable que lorsque Sarkosy a pris sa fonction, l'émir a été le premier leadear arabe invité en France.* (...) *Les 4 visites de Sarkosy au Qatar, le plus qu'il a fait à un pays arabe, montre la proximité des liens.* » (RAND, "Precision and purpose -Airpower in the Libyan Civil War" 2015, ici, p. 345).

▪ **Le Qatar lilipucien**, 11 000 km^2, 250 000 personnes portant la citoyenneté (et 1,8 million de travailleur/euse-s étranger-e-s), une armée mercenarisée de 8000 hommes, participe à l'action avec la moitié de ses avions de combat : 6 Mirages (il ne risque rien par ailleurs avec la mega base US sur sa péninsule) équipés des missiles air-air *Mica* de MBDA et *Magic2* de Matra (air-air, c'est à dire que au départ ce n'était pas pour des frappes au sol, c'est à dire pas de frappes du tout vu qu'il n'y a jamais eu de combats avec l'aviation libyenne; mais le Gl. Desclaux a rapporté qu'on leur a trouvé quelques tirs à faire au sol sur la fin, qu'ils ne rentrent pas avec tous leurs missiles). L'Émirat a aussi envoyé quelques hélicoptères dont 2 *Sea kings*.

▪ The New York Times du 3/04/11 rapporte (là) : "*L'AFP cite* ***Gérard Longuet*** *le ministre de la défense français disant aux pilotes qataris et français « à ce moment* ***le Qatar est essentiel*** *» lors d'une récente tournée d'une base militaire à Souda sur l'île de Crète. « C'est la* ***première fois qu'il y a un tel niveau de compréhension entre l'Europe et le monde arabe*** »." (G. Longuet a été à Souda le 30/03/11 le jour ou il visitait aussi le porte-avion; c'est avec un allez à la base de Sigonella en Italie 4 mois plus tard le 24/07/11 ses seuls déplacements vers les militaires engagés pendant toute la durée de ce bombardement de la Libye). Comme si les émirs étaient "le monde arabe" et, oubliant au passage l'Allemagne et la majorité absente des pays de l'OTAN. Comme si G. Longuet/Sarkosy-Cameron-Clinton ou le dandy à la grosse fortune Bernard-Henry Levy qui jouait les intermédiaires, avaient demandé leur avis aux populations européennes sur la base d'informations qui en auraient été... On revient plus loin, avec le transport, sur cette proximité franco-qatarie voulue par ces personnages.

▪ Les avions qataris étaient donc basés en Crête avec les français. Pour les pays du Golfe, la Crête a été rejointe finalement grâce à une permission de survoler l'Irak et le Sud de la Turquie (via la base aérienne d'Incirlik pas très loin du NW de la Syrie). Les USA et la France ont du beaucoup intervenir pour

l'acquisition de cette autorisation de survols qui allait durer le temps de la campagne. Le trajet prévu initialement était l'Arabie saoudite et l'Égypte mais il y a eu des problèmes avec cette dernière, alors en complète ébullition et pas forcément amie du Qatar.

♦ Le voisin du Qatar, les Émirats Arabes Unis, EAU (Dubai - Abu Dhabi, également avec une grosse base US sur leur petit bout de désert de 27 000 km2) suivra ensuite avec six F-16s dotés des équipements les plus récents (armes air-air AIM-9 Sidewinder et AIM-120 AMRAAM, et air-surface incluant les AGM-65 Maverick) et six Mirages 2000, équipages qui avaient l'habitude de travailler dans le golfe avec l*'U.S. Air Force 363rd Flying Training Group*. Eux aussi, sur la fin, pourront faire des tirs au sol (sur des garages, dépôts, ce qu'on pouvait encore trouver à détruire..., y compris avec des missiles *Black Shaheen*, version export des Storm Shadow/*SCALP-EG* avec une portée de plus de 300 km montés finalement sur leurs Mirages). Mais eux étaient donc avec les américains, non pas avec les français. Et ils étaient basés au départ à la base aérienne de Decimomannu au Sud de la Sardaigne. Les américains avaient organisé leur ravitaillement en vol pour le trajet aller ainsi que le déménagement de matériel nécessaire (ils retourneront par leur propres moyens ayant touché leurs avions cargo entre temps). Un mois plus tard, ils ont été repositionnés à la base militaire de Sigonella (Catane) en Sicile d'où opéraient américains, danois et des français. Ces avions des Émirats Arabes Unis faisaient leurs propres sorties, 800 missions de combat dont la programmation était faite avec les américains, qui faisaient aussi la préparation des avions au sol. Il y a eu des frustrations, des pays de l'OTAN refusant qu'on leur donne les clés de déchiffrement protégeant les communications intra-OTAN. Ce compagnonnage USA-EAU continue. Dans libDepuis on rapporte que (en 2017), les EAU arment le Gl. Khalifa Haftar installé à Tobrouk, qui a la double nationalité américaine-libyenne, qui agit sur l'Est de la Libye (qu'il contrôle peut-être moins qu'il n'est dit).

Début avril (2011) la Jordanie envoie six F-16, gardant un profil plutôt bas, répétant qu'ils ne serviront qu'à escorter les avions cargo, sans participer ni à des tirs, ni à la dite "no-fly-zone".

Cette contribution des pays du Golfe représentait 5% de la puissance aérienne utilisée contre le régime en place libyen, mais les agresseurs occidentaux en faisaient grand cas politiquement.

III.2. Le Qatar fait du transport d'armes

Dans la contribution aérienne en faveur des milices, le domaine des **transports** a été autant, voir plus, important. Le Qatar fournissait nourriture, médicaments mais aussi des fusils d'assauts belges FN, munitions, grenades, uniformes, vestes pare-balles, talkie-walkie, camionnettes, puis des missiles antichars français *Milan*, du diesel et de l'argent aux rebelles, plus tard des kalashnikovs, mitrailleuses... (pour une valeur de 2 $ milliards selon une thèse PhD). Le rapport RAND écrit (2015, là, p. 364) : "*... entre le début de l'insurrection et juillet 2011, il y a eu approximativement vingt vols qui ont délivré du matériel militaire du Qatar aux révolutionnaires en Libye, incluant des armes lanceurs anti-tanks français (MILANs).*". Ces lance-missiles sont utilisables de jour comme de nuit, au choix à terre (trépied) ou fixé sur un véhicule, guidés infrarouges, probabilité d'atteinte 95% (construits par Euromissile, groupe EADS, en France et Allemagne).

Les qataris faisaient leurs livraisons à l'aéroport Benina, à coté de Benghazi, point fort du CNT dès le début des actes d'hostilités. L'émirat avait réceptionné l'année précédente deux transporteurs modernes U.S. C-17 Globemaster III de Boeing (et les Émirats Arabes Unis reçoivent leurs premiers en cours de conflit) et utilisait aussi 4 Lockheed C-130J-30 Hercules, c'est à dire pas moins que toute sa flotte de transport. Ces cargos utilisent le même trajet mis au point pour amener les avions de combats jusqu'à la base de Souda au NW de la Crête (à 525 km de Benghazi, moins d'une heure d'avion).

Sur cette base OTAN, les qataris sont logés avec l'aviation française qui parraine ce membre extérieur à l'OTAN. « *...il semble qu'une partie de la force française de Mirage 2000-5 a été déployée à Souda spécialement pour travailler avec et supporter la force qatar-Emirats Arabes, qui est peut-être partie de l'**arrangement de départ pour faciliter la participation qatari** à la no-fly-zone. Les deux aviations militaires ont immédiatement instauré un effort commun à Souda, **de fait un détachement franco-qatari**. Le commandant de l'escadron français Antoine Guillou, qui avait deux ans d'expérience de travail avec les militaires qataris à Doha maintenant déployés en poste avancé à Souda, a dit qu'un **village français et qatari** a été rapidement installé « impliquant l'installation de la logistique nécessaire, les systèmes de communication et l'électronique nécessaire pour les missions. ». **Des centres de commande mixte ont été établis proche l'un de l'autre**, avec, en addition des pilotes, environ 300 personnes en place pour supporter les opérations journalières. Le contingent qatari a été estimé à environ 200.* » (RAND 2015, là , p. 351), ou :

« *Les aviations qatarie et française allaient travailler en équipes proches pendant la campagne.* » (idem, p. 345). L'opération militaire qatari portait le même nom que celle française : *Harmattan*.

Les armes voyageaient par air ou par mer, les Qataris avaient décidé d'interpréter les livraisons d'armes comme légales. Pour ce qui a été dit officiellement, "la France", enfin… N. Sarkosy-G Longuet, finira par faire de même en son nom propre fin juin.

Le Qatar s'est aussi occupé de vendre du pétrole libyen (pour 100 millions) pour leur assurer des revenus.

III.3. Les forces spéciales qataris sur le terrain, à l'Ouest comme à l'Est

Ce "pont aérien" servait aussi à amener des forces spéciales (elles étaient visibles en première ligne sur des prises de vue de la chute du "palais" de Kadhafi fin août avec un combattant qui a brandi un drapeau qatari sur le balcon). Sur place en Cyrénaïque ces forces spéciales étaient dites très voyantes (pas sur les vidéos pour l'international contrôlées par les mêmes qataris/Al Jazeera...). Ces forces épaulaient certaines milices, dirigeaient les frappes aériennes (accompagnées de quelques instructeurs militaires français, anglais et finalement italiens, au plus tard en avril), et dans les mains desquelles étaient les moyens de communications, entre milices en Libye, entre milices et l'OTAN. Ces unités qataries, ou payées par les qataris, avaient déjà combattu en Irak et en Afghanistan ou Somalie. « *Le premier aveux officiel de l'implication qatari dans l'entraînement des forces d'opposition est venue fin octobre* [i.e. quand tout était fini]. *En annexe d'une réunion avec les supporters militaires du CNT le chef d'état major des forces armée qatari, le général-chef Hamad bin Ali Al-Attiya a fait la remarque : « On était parmi eux [les force d'opposition] et* ***le nombre de qataris sur le terrain était des centaines dans chaque région.*** *»* » (RAND 2015, là , p. 366). Une source diplomatique française parle de plutôt de 5000 membres de ces forces spéciales (des mercenaires se battant sous drapeau du Qatar), acceptés plus facilement dans les tribus parce qu'ils arrivaient avec des valises remplies de dollars (G. Malbrunot, Le Figaro, 6 nov. 2011, là), et le général qatari Hamad ben Ali al-Attyiah est venu sur le terrain à plusieurs reprises .

"Dans chaque région" ? oui car : « *Il a été rapporté que le Qatar et les Émirats Arabes Unis ont utilisé des petits avions de transport pour des allez-retours de personnels et d'armes pour les montagnes de Nafusa* [SW de Tripoli]. » (RAND 2015, p. 363). Et (idem p. 366) : « *..il est rapporté que la brigade de Tripoli a reçu plusieurs semaines d'entraînement à Benghazi des forces spéciales qataris avant d'être relocalisée dans les montagnes de Nafusa pour des batailles et ensuite, après, conduites à l'assaut sur la capitale.* ». Et p. 367 : « *Cette contribution militaire a été celle du Qatar la plus importante, et est largement vue comme* ***un facteur majeur*** *dans l'aide à l'opposition pour organiser et* ***finalement vaincre les forces pro-régime****, ensemble* ***avec la puissance aérienne de la coalition***. ».

L'américano-libien Ali Tarhouni, Ministre du pétrole du CNT pendant la guerre (VieuxCNT là § III-6) et qui dépendait d'abord de cette aide qatarie a vite réalisé que les roses avaient des épines. De passage à Washington juste après mi décembre 2011, il accuse le Qatar de soutenir les frères musulmans, d'avoir distribué des armes et de l'argent sans prévenir le CNT et même, avec les forces spéciales qataries dans les milices "libyennes", d'intervenir dans des Commissions qui ont contrôle sur les problèmes de sûreté (FP 21/12/11, là).

Si cet émirat lilliputien mais très riche se l'est permis, et c'est la première fois qu'il a fait ça, c'est parce que dans cet instant historique pratiquement unique, et l'Égypte et la Tunisie sont hors jeux, plongées dans un autre monde ("printemps arabe", Ben Ali s'exile le 14 janvier, H. Moubarak démissionne le 11 février). L'émir sentait un consensus "à fermer les yeux" de plusieurs majeurs occidentaux (et d'abord puisqu'ils faisaient équipe ensemble : les français de la base OTAN de Souda) et des autres pétromonarchies du golfe. Tous cela se faisait en violation flagrante des résolutions n°1970 et n°1973 de l'ONU mais pas selon le Qatar.

Le Soudan a un bout de frontière commune au SE de la Libye (voie de passage possible plus longue mais discrète avec le Golfe). Il est alors dirigé par le lieutenant O.HA. al-Bashir, adepte de la charia, qui était à fond derrière certains du CNT/milices.

III.4. Propagande de guerre du monopole médiatique

Mais l'aide ou plutôt la prise en charge, avec un autre impact encore plus majeur a été celle médiatique. La chaîne satellite alors très influente au proche-Orient/monde arabe **Al Jazeera** est qatarie. Pour sa création et fonctionnement la famille royale a mis d'énormes investissements. Cette chaîne a eu un rôle très important dans le "printemps arabe", sauf... pour celui du Golfe (Bahrein...). Pour la Libye, la chaîne est toute vouée à

pousser à un soulèvement contre Kadhafi. Outre qu'elle est arabe, elle a sa branche anglaise que peuvent reprendre les médias occidentaux qui sont eux absents de Libye, pas de barrière de langue au sein d'Al Jazeera.

▪ Mahmoud Shamman *responsable media* du CNT est un libyen opposant notoire à M. Kadhafi qui vivait alors à Washington, avec la citoyenneté américaine. Il était notamment membre de la LLDH, League Libyenne des Droits de l'Homme et dormait chez S. Bouchuiguir (VieuxCNT § III-4.) lorsqu'il venait à Genève. Il était membre aussi du Libyan National Democratic Front, LNDF auquel appartenait notamment A. Tarhouni (*ministre* du pétrole du CNT) et éditait un périodique pour ce LNDF. Il était éditeur en chef du canal en arabe de Newsweek, était au conseil du *Carnegie Endowment for Peace* (New York), a aussi été Directeur de *Sawt Al Kuwait*, Directeur de *Hot Source Media*, Directeur en chef de *Arab Media Forum* (Dubai)...
Il était écouté comme homme de presse et avait critiqué le staff trop english de Al Jazerra-english. En 2006 ou 2007 l'émir l'a nommé membre du Bureau du réseau Al Jazeera. M. Jibril, autre de ce futur CNT avait aussi à cette époque des contrats de formation pour Al Jazeera avec sa société GETRAC.

▪ M.Shamman voyage donc beaucoup notamment pour Doha. Sa personne lie Al Jazeera (même l'émir), le CNT, la LLDH qui agit elle sur l'ONU à Genève... De plus courant mars il crée a station privée Libya-Al-Ahrar (= Libya-Free-TV installée à Doha dans les locaux de Al Jazeera; transmissions via le satellite français Eutelsats Eurobird 2, 25.5°).

▪ Ce sont ces chaînes passant par le Qatar qui envoyaient les images en hyper-réalité du terrain, bientôt les seules visibles en occident puisqu'en mai la plupart des pays ont boycotté la télévision libyenne d'État.

▪ Parallèlement viennent à Benghazi du Qatar des exilés libyens d'opposition, notamment islamistes politiques tels les 2 frères clérics Ali et Ismael al-Sallaby dont un avait connu la prison de Kadhafi, qui sont des proches de l'émir. Là ils choisissent des correspondants en Libye pour ces médias, veillaient au choix des vidéos à télécharger, étaient dans le réseau de distribution des armes.

▪ Le quasi monopole de l'information en dehors de la télévision d'État passait donc par Doha. Le 28 mars 2011 par exemple Al Jazeera titrait : « *Le viol utilisé comme arme de guerre* » (là copie partielle là) Sidney Blumenthal, l'agent privé de Hillary Clinton lui avait envoyé cette déclaration la veille, là).

▪ En mai 2011 le journaliste d'investigation Bernard Nicolas (qui en 2022-23 travaille avec Blast, là) est allé à Tripoli. Il est ainsi l'un de ceux qui a découvert que les informations de Al Jazeera étaient des faux. Mais le rouleau compresseur de ce qui était une propagande de guerre occidentalo-qatarienne, poussée notamment pour nous par le pouvoir français qui voulait absolument cette guerre, écrasait tout. Les avis divergeant étaient inaudibles (si ce n'est suspects !) dans ce type d'ambiance :

http://thefrenchnuclearway.anegeo.org/societe/docsSociete/Libye/Blast_Tripoli.webm

▪ Absent de ces images était une vue d'ensemble de la situation Libyenne, les armes sophistiquées dans les mains des milices et autres forces spéciales qataris..., on n'y parle pas de tribus, tout était sélectionné. Absent des images et de l'information distribuées au monde étaient les excès coté milices (massacre de suspects, particulièrement des personnes de couleur, esprits chauffés à blanc coté milices par cette propagande prétendant que des « mercenaires » de Kadhafi avaient « *carte blanche pour piller et tuer indistinctement tout civil* ».

▪ Des exemples avérés de faux ont été relevés un peu partout, telle une personne décrivant ce qu'elle voit sur le terrain alors qu'elle habite à Paris (A. Nassar, "Qatari intervention in Libya from a media perspective", ici). Il y a eu la fameuse annonce Al Jazeera que Kadhafi envoyait ses avions sur les gens (puis des hélicoptères, etc.). Ce faux répercuté sur le champs par les médias occidentaux a provoqué non moins sur le champs les plus vives condamnations de nos chefs de gouvernements réclamant de suite cette no-fly-zone qu'ils/elles avaient déjà préparée.
« *Cette information à propos des pseudo bombardements libyens avait été diffusée au départ par la chaîne* ***Al-jazira*** *sur la base d'un appel téléphonique sans image, et reprise par l'ensemble des agences de presse arabes et occidentales sans recoupement ni vérification. En réalité, aucun bombardement de populations civiles par l'aviation de Kadhafi n'a eu lieu, ce qui a notamment été confirmé le 2 mars par l'amiral Michael Mullen, chef d'état-major américain des armées, lors d'une audition au Congrès.* « (P. Haimzadeh, ancien militaire et diplomate, in Orient XXI, là, aussi A. Pargeter devant commission parlement britannique, ici). De même un rapport d'Amnesty International et un du Préfet Bonnet concluront pour l'Est libyen, comme les photos satellites russes, à l'absence de ces bombardements fantômes si décisifs dans le

déclenchement de l'attaque franco-US-GB puis OTAN. Ou encore :

"*les journalistes présents à Tripoli à ce moment, et que j'ai rencontrés courant mars, m'ont certifié qu'il n'y avait pas eu de bombardements en février, ajoutant qu'il s'agissait selon eux d'une opération de guerre psychologique du Qatar via la chaîne de télévision de ce pays. Al Jazeera a de fait joué un rôle éminent dans cette guerre, où elle a pris fait et cause pour la rébellion.*" (R. Brauman, "Guerres humanitaires ? Mensonges et intox", 2018 p. 38).

Des bombardements sur la Libye, il va y en avoir, un sacré paquet, qui tueront beaucoup de soldats d'active, des civils aussi, et pendant presque 7 mois : ceux de l'OTAN.

IV. Nicolas Sarkosy, avant puis pendant

IV.1. Avant

▪ Si les faits ont montré que N. Sarkosy, de même que H. Clinton et D. Cameron, ne savait presque rien des réalités libyennes qui ne l'intéressaient pas, par contre lui et ses très proches connaissaient Mouammar Kadhafi beaucoup mieux que d'autres. Il n'a pas toujours dit comme il le répète en mars 2011 que Kadhafi « *est un cinglé* ». Précédé 4 jours plus tôt par Claude Guéant son Directeur de cabinet, en tant que Ministre de l'intérieur il était allé le voir à Tripoli le 06 octobre 2005 pour des flux migratoires et outre un entretien avec diplomates, avait eu un long entretien privé avec lui (Arfi et Laske, 2009, là). Le 21 déc. 2005 c'est un de ses très proches, le ministre Brice Hortefeux, parrain de son fils, ancien collaborateur à Neuilly et dans divers ministères, qui y retourne pour rencontrer l'ancien chef des services secrets intérieurs libyen et beau frère de M. Kadhafi, aussi le principal instigateur de l'attentat contre le DC-10 d'UTA en 1989 : Abdallah Senoussi (qui cherchait à être amnistié). Brice Hortefeux était très impliqué dans la "diplomatie parallèle", comme l'affaire Karachi (là), du financement occulte par les ventes d'armes. Brice Hortefeux alors ministre des collectivités territoriales françaises, a secrètement rencontré Abdallah Senoussi chez lui à Tripoli, en présence de Ziad Takieddine, et sans aucun autre témoin, à l'occasion d'une visite dont l'ambassadeur de France en Libye a dit qu'elle n'avait pas *« grand sens »* (enquête Arfi et Laske, Médiapart 2011-18, là, là, là). Dans leur livre « *Mort pour la Françafrique* » le vendeur d'arme Robert Dulas rapporte qu'en février 2011, dans son bureau à Tripoli, le premier ministre de Kadhafi qui ne comprend pas ce que fait la France lui a dit *« qu'en six mois, M. Claude Guéant s'est assis onze fois dans le fauteuil »* où lui se trouve (cité là).

▪ Entre 2005 et 2007, l'entreprise française Amesys/i2e a vendu du matériel de surveillance numérique d'espionnage et de contre-espionnage de l'internet au régime Kadhafi. Ziad Takieddine a perçu à partir d'avril 2007 plus de 4 millions d'euros de commissions dans les paradis fiscaux pour ce contrat livré à partir de 2008 sous la présidence de Nicolas Sarkosy. Coté libyen, A. Senussi chef des services secrets est évidemment l'interlocuteur principal. Coté français le patron d'Amesys, Philippe Vannier, est élevé au grade de chevalier de la Légion d'honneur en 2011 (Arfi et Laske, Mediapart ici).

▪ Le 25 juillet 2007 le tout frais élu Président de la république Nicolas sarkosy est reçu sur Tapis rouge à Tripoli. A cette occasion un « *Mémorandum d'entente sur la coopération dans le domaine des* ***applications pacifiques de l'énergie nucléaire entre la France est la Grande Jamabirya Arabe Lybienne Populaire Socialiste*** » est signé par son ministre des affaires étrangères (ici, *Le Monde* 18/04/12 là). Quelques mois plus tard, le 08 déc. 2007 à Lisbonne lors du sommet "Perspectives économiques en Afrique" sous égide OCDE/Banque Africaine de développement devant les chefs d'États, N. Sarkosy se dirige sur Kadhafi et lui dit, le tenant par la main, être heureux de le recevoir sous peu à Paris.

▪ P. Bohn, ancien Vice-Président de EADS écrit dans son livre "Professions : Agent d'influence (2018; cité in Médiapart, là) :

"*« Presque secrètement, je suis chargé de convoyer Saadi Kadhafi à l'Élysée, le vendredi 7 décembre à 20 heures, dans le bureau du secrétaire général Claude Guéant […]. Dans le bureau de Guéant, nous ne sommes que quatre à avoir pris place autour d'une table : Saadi Kadhafi, émissaire mandaté par son père, l'amiral Édouard Guillaud, chef d'état-major particulier du président de la République, le secrétaire général de l'Élysée et moi-même. Ambiance studieuse. Avec Saadi, nous allons, dans un saisissant dialogue, finaliser la shopping list du Guide pour sa visite officielle. Guéant attaque en se tournant vers moi :*
— Alors, Philippe, on commence par quoi ?
— Peut-être les Rafale [avions de guerre – ndlr], *M. le secrétaire général.*
— Ah, c'est généreux de votre part, ce n'est pas votre maison [les Rafale sont fabriqués par Dassault – ndlr]. *Bon, alors, on en met combien ?*

Je me tourne vers Saadi qui intervient. Guéant reprend, en s'adressant à Édouard Guillaud :
— Très bien, amiral. Vous notez, 14 Rafale, et maintenant ?
J'annonce :
— Les hélicoptères Tigre.
Guéant à nouveau :
— Là, c'est chez vous. Cher Saadi, quels seraient vos besoins ? »

Fig. 3. N. Sarkosy et M. Kadhafi, de gauche à droite et de haut en bas : le 05 oct 2005 ministre de l'intérieur, à Tripoli; le 25 Juillet 2007, Président, devant la résidence Bab al-Aziziya à Tripoli de Kadhafi déjà... bombardée par les USA en 1986; le 8 déc. 2007, Président, au sommet Europe/Afrique à Lisbonne; le 10 décembre 2007 Président, sur le perron de l'Élysée

▪ Du 10 au 14 décembre 2007, M. Kadhafi est reçu à Paris. Il y reste 5 jours dont 3 en visite officielle. Le Président Sarkosy aura deux séances d'entretiens à l'Élysée avec lui, les 10 et 12 et, dès le premier soir, le reçoit à dîner. Sont présent(e)s là (Le Monde 15/12/07) : « *Anne Lauvergeon (Areva), Gérard Mestrallet (Suez), Denis Ranque (Thales), Thierry Desmaret (pour Total), Jean-François Cirelli (GDF), Charles Edelstenne (pour Dassault), Yves-Thibault de Silguy (Vinci), Marwan Lahoud (pour EADS), ou Fabrice Brégier, le dirigeant français d'Airbus..* ». M. Kadhafi parle aussi au Ritz devant 80 patrons du Medef. Le 8 déc. 2007 Saïf Kadhafi déclarait au Figaro : « *Nous allons acheter pour plus de 3 milliards d'euros d'Airbus,* ***un réacteur nucléaire****, et nous voulons aussi acheter de nombreux équipements militaires.* ». Le fils du Guide libyen affirme, sans plus de précision, que son pays négocie aussi l'achat de Rafales.. » (Le Monde 09/12/07). Le 11 Mouammar Kadhafi fait un discours au siège de l'Unesco. Comme pas un journaliste des grands médias n'avait manqué de l'interroger sur les droits de l'homme, sa réponse peu médiatisée celle-là, de la part de celui qui a aidé les pays du Sahel efficacement depuis les années 90 (cf. LibSiècl § II.6), est venue à

cette tribune : "*Avant de parler des droits de l'homme, il faut vérifier que les immigrés en bénéficient chez vous de ces droits.*" : ici.
M. Kadhafi qui est resté 3 mn devant le tableau de la Joconde a terminé son séjour parisien par un privilège des hôtes de marque, une chasse en forêt de Rambouillet, bois qui relève de l'autorité des ministres de l'agriculture, de la culture et de l'environnement (AFP 14/12/07), avec Patrick Ollier, président du groupe parlementaire d'amitié franco-libyenne, et accessoirement mari de M. Alliot-Marie, la ministre de l'intérieur du moment (K. Laske, 10/04/18).
L'éclairage sur cette période de N. Sarkosy continue d'arriver au compte-gouttes. « *L'ancien ministre et n° 2 de l'Élysée Claude Guéant, fidèle parmi les fidèles de Nicolas Sarkozy, est déjà mis en examen dans ce dossier au sujet d'un versement suspect de 500 000 euros. Il a fait croire dans un premier temps que les fonds provenaient de la vente de tableaux, défense battue en brèche par les juges qui ont remonté la piste de l'argent jusqu'à un banquier établi en Suisse et administrateur des comptes de l'ancien directeur de cabinet de Mouammar Kadhafi.*», et « *L'intermédiaire et marchand d'armes proche de la Sarkozie, Ziad Takieddine, se rend à Tripoli le 5 mars 2011, accompagné d'un journaliste du Journal du dimanche pour une interview de Kadhafi. De retour à l'aéroport du Bourget, près de Paris, des douaniers accueillent Takieddine à la descente de son jet privé. Dans une mallette, ils découvrent 1,5 million d'euros en liquide. À quoi cet argent était-il destiné ? Personne ne le sait vraiment.* » (Fabrice Arfi, Médiapart 15/09/16, là).
Les soupçonnés font les offusqués mais beaucoup de faits vérifiés et témoignages convergent. Il y a peu de doute que suite à la première rencontre d'octobre 2005 entre N. Sarkosy (Cl. Guéant, B. Hortefeux, Z. Takieddine...) et M. Kadhafi il y a eu accord(s) pour une aide financière, le minimum est de plusieurs € millions, peut-être bien plus (dizaines), pour ce qui allait être sa campagne présidentielle de 2007, et que cela a probablement continué au delà (Médiapart : là, là, là, là, affaire reprise dans la presse internationale).
En mars 2018 avec la mise en examen de N. Sarkosy. F. Arfi et Laske (21/03/18, là) ont rapporté :
"Le récit de Ziad Takieddine, mis en examen dans le dossier, est confirmé en tous points par Abdallah Senoussi lui-même. Lors d'une audition par la Cour pénale internationale (CPI) de septembre 2012, longtemps restée secrète et dont Takieddine n'avait pas connaissance, Senoussi avait déclaré : *« Pour ce qui est du soutien apporté à des personnalités occidentales pour leur permettre d'accéder au pouvoir, la somme de 5 millions d'euros a été versée pour la campagne du Président français Nicolas Sarkozy en 2006-2007. J'ai personnellement supervisé le transfert de cette somme via un intermédiaire français, en la personne du directeur de cabinet du ministre de l'intérieur. Sarkozy était alors ministre de l'intérieur. Il y avait aussi un second intermédiaire, le nommé Takieddine, un Français d'origine libanaise installé en France. »"*
Cette affaire était un poison potentiel pour l'équipe en poste de l'Élysée début 2011...

IV.2. Pendant

▪ Un agent de service de sécurité privé proche des services d'espionnage officiels, qui avait des contacts au plus haut niveau de gouvernance coté français comme libyen, Robert Dulas rapporte ("*Mort pour la Françafrique*", 2014, Stock) que dans une note (fin février ou début mars 2011) qu'ils ont fait remonter et qui a atteint la Présidence :

1) ils transmettent qu'il est envisagé à Tripoli, de la bouche du premier ministre Baghdadi al-Mahmoudi et du neveu de Kadhafi Abdallah Mansour, que Kadhafi vieillissant démissionne en faveur de son fils Saïf qui s'engagerait à faire des changements démocratiques, cela pour sortir pacifiquement de la crise,
2) **«** *On signale aussi la création à 45 km de Benghazi d'un centre de formation obligatoire pour les migrants dans une ville où la charia est déjà appliquée et où, en réalité, les migrants sont formés à l'islam radical et pour certains, préparés au maniement d'explosif. Da*ns cette note, ***nous expliquions la dangerosité de la situation, en soulignant que le Conseil national de transition (CNT) est composé à 40 % d'intégristes proches d'Al-Qaïda, à 40 % d'anciens kadhafistes, pour certains impliqués dans des exactions, et 20 % de démocrates dont on tire les ficelles et qu'on met en avant à la télé****... (...) Nous n'avons pas été les seuls à faire remonter les mêmes informations* » (cité in Médiapart 20/10/14; là).

▪ Patrick Haimzadeh : « *Des centres de recherche comme l'International Crisis Group — qui ne peut être accusé de sympathie à l'égard de Kadhafi — ont attiré l'attention tout au long de la crise sur les risques d'une intervention militaire dans une guerre civile et sur la nécessité de négocier.* » (06/10/16, Orient XXI, là).

▪ J. Gillin, dans New Republic (27/05/15, ici) : « *Une voie officielle sérieuse de négociation a été celle de l'Union Africaine* [U.A.] *» m'a dit El Amrani* [journaliste et analyste qui supervise le Projet Afrique du Nord du Groupe International de Crise]. *En tant que Président de la Commission de l'U.A., Jean Ping du Gabon*

avait mené les efforts pour négocier une transition politique en Libye qui, dit-il, a été torpillé par l'intervention. « Pourquoi ne nous ont-ils pas laissé une chance de mettre en place notre plan que Kadhafi avait accepté ? » a-t-il écrit l'année dernière dans Le Monde Diplomatique [août 14, ici]. *Ce plan était que Kadhafi partait en exil... (...) L'U.A. était fortement opposée à des moyens militaires pour résoudre ce qu'elle voyait comme un problème politique en Libye. Mais le plan de l'U.A. a été tué par les puissances occidentales.* ». Idem par A. Dewaal, World Peace Foundation, 19/12/12, là.
C'est un constat que pour l'élite occidentale, H. Clinton, N. Sarkosy et D. Cameron, l'Union Africaine "compte pour du beurre". Cette Union comprend l'Algérie, le Cameroun, le Tchad, l'Afrique du Sud, le Niger, le Togo, le Congo, l'Égypte, etc. Elle était une voie de négociation d'autant plus crédible en terme de trouver une solution que Kadhafi s'était tourné vers le pan-africanisme et avait tout un passé de ce coté. Il en avait même été chairman l'année 2009. Il était tout à fait possible d'y trouver un pays africain d'accueil acceptable par lui.

▪ De nouveau l'Union Africaine, par la voix de son Président Jean Ping s'oppose à N. Sarkosy-G. Longuet lorsque en juin ceux-ci font livrer des armes dans le Djebel Nafusa, dénonçant cela comme le meilleurs moyen de Somali-ser le pays et de répandre des armes partout pour le terrorisme et qui ne concerne pas que la Libye. Et l'Union Africaine au contraire de proposer de nouveau son carnet de route pour un plan de paix via des discussions politique et un cessez le feu (BBC, 30/06/11, là).

▪ Le fils Saïf Al-Islam Kadhafi qui a un Bachelor à Vienne puis un PhD de la *London School of Economics* a aussi fait directement la même proposition « *en se proposant d'inciter son père à quitter le pouvoir et de travailler à une solution négociée* » au ministre des affaires étrangères anglais lord Hague. Celui-ci l'a refusée pensant qu'il n'était pas meilleurs que le père (Haimzadeh 06/10/16, Orient XXI, là).
Saïf a appelé Hillary Clinton qui, atteinte, a refusé de lui parler.

▪ H. Clinton « *n'a aucune intention de négocier* » et une autre voie d'un accord d'un cessez-le-feu de 72h raisonnable des deux cotés avec retrait de M. Kadhafi, portée par le Général américain Carter Ham par contacts avec des généraux de Kadhafi, a été tout aussi brutalement repoussé par Hillary Clinton qui a mis à pied le général (Washington Times, 25/01/15, ici).

▪ Jusqu'à février 2011, Saïf al Islam, très occidentalisé, était le visage de la Libye moderne et laissait souvent entendre que des réformes allaient venir. Le rapport parlementaire anglais écrit aussi (là, point 52) :
« *L'ancien premier Ministre Tony Blair qui connaissait le régime de Kadhafi mieux que la plupart des politiciens occidentaux a confirmé que Saïf Kadhafi était « la meilleure si ce n'est la seule perspective » d'un changement politique effectif en Libye.* ». Il écrit aussi (ici paragraphe 54) que deux des personnes du CNT choyées par ces quelques pays occidentaux, Mahmoud Jibril et Abdul Jalil sont deux anciens du régime Kadhafi où ils ont été appelés par, et ont travaillé avec, Saïf Al-Islam (M. Jibril écrivait les discours de Saïf al Islam sur les sujets économiques (VieuxCNT III.1). Et lors des premières élections du 7 juillet 2012, c'est l'*Alliance des forces nationales*, libérale et tribales avec comme personnage repère connu des libyen-ne-s Mahmoud Jibril, connu car il était avant au coté de Saïf, qui a obtenu le plus de voix (39 sur les 80 alloués aux partis). Également, Abdel Fatah Younès chef des opérations militaires du CNT n'était autre que le Ministre de l'intérieur du régime Kadhafi.
Puisque "juste avant" ces mêmes personnes du CNT, les préférées des pays Occidentaux va-en-guerre, étaient aux plus hautes fonctions libyennes, introduites par Saïf al Islam Kadhafi, elles auraient été les mêmes si cette démarche sans violence avait été tentée, évitant un saccage humain et politique.

▪ Patrick Haimzadeh dans un entretien en 2012 (là à 34:20) « *Il y a eu ce paris fait : on entre dans une logique de guerre, on encourage une guerre civile, parce que c'est ça. En confortant le CNT dans l'idée qu'on allait les soutenir militairement jusqu'au bout, on les a entretenus dans une logique finalement jusqu'au-bout-iste. Alors que là j'ai des sources de l'intérieur puisque j'étais en contact avec des libyens pendant toute la durée de la guerre, jusqu'au mois d'avril-mai, les gens se parlaient. La Libye c'est un grand village en fait. Ils avaient tous les téléphones portables des uns et des autres, et ils se parlaient encore. Bon après, on est dans une logique occidentale où il fallait un vainqueur et un vaincu.. Mais la logique libyenne c'est pas du tout ça, on pouvait négocier, tout était négociable. Y compris Kadhafi...* » (...) *...A partir du moment où on l'a bombardé, bien sûr l'affaire a changé, il est dans sa logique, on le conforte, c'est la guerre impérialiste..* » [il n'est pas le seul à cela sans quoi un pays de 6 millions d'habitants, moitié de la région parisienne, sans aviation, n'ayant plus que des pick-ups n'aurait pas résisté sept mois à l'armada high tech de l' OTAN et diverses milices habillées nourries et armées par le golfe puis la France];. à 36:45 : « *une logique qui est en totale contradiction avec l'objectif affiché de protection des populations civiles.* ***Le bilan de cette***

guerre c'est 25 à 30 000 morts, et ça continue..(...) ***un pays dévasté****, et donc pas de perspective de sortie de crise.... Et là* ***le peuple libyen, pensez-vous, ça n'intéresse plus personne.*** » (et surtout pas cet individu là).

▪ Coté OTAN c'est cool : zéro perte humaine.

▪ Pendant que coule le sang libyen l'élite continue ses petites affaires. Le 15 novembre 2011 la french DGSE exfiltre Bashir Saleh homme de confiance de M. Kadhafi via l'ambassade de France en Tunisie où il est pris sous protection. L'ambassadeur est alors Boris Boillon, "Sarkosy boy" (qui sera interpellé plus tard gare du Nord avec 350 000 € en liquide en route pour Bruxelles, La Tribune 30/08/13, là). Il est vrai que Boris Boillon, sous cachet de : « Présidence de la République - Le conseiller Afrique du Nord, Proche et Moyen-Orient », avait pratiquement imposé à la Préfecture du Doub en 2008, la naturalisation française de l'épouse de Bashir Saleh en dépit de la loi française (Arfi et Laske, Médiapart 04/04/18, là).
L'exfiltration a été managée par les plus hauts niveaux politiques (Saleh a téléphoné à Claude Guéant) souligne P. Haimzadeh, puisqu'elle a été demandée aux milices par Mustafa Abdul Jalil, Président du CNT. lui-même en contact avec le autorités politiques françaises. En France c'est le ministère de l'intérieur qui donne un titre de séjour à B. Saleh qui ne se cachait nullement. On a vu B. Saleh au salon du Ritz avec D. De Villepin et un intermédiaires de certains contrats Alexandre Djouhri (Express, 08/08/12, là).
Le 28 avril 2012, changement de programme, il se pourrait que N. Sarkosy ne soit pas réélu (c'est F. Hollande qui l'est 7 jours plus tard) un document compromettant sur le financement 2007 du clan-Sarkosy apparaît dans la presse. Aussitôt Bashir Saleh est vaporisé. Et c'est, encore, les services secrets français dont la mission légale était de l'arrêter puisque B. Saleh était sous mandat international d'arrêt Interpol depuis mars, qui organisent sa fuite, vers le Niger. Puis ce sera vers l'Afrique du Sud. Ce départ avait le soutien logistique du patron de la DGSI d'alors, l'ancien préfet Bernard Squarcini dit "le Squale", un des fidèles de N. Sarkosy (Arfi et Laske 23/09/15, là) qui en 2021 soit dit en passant est mis en examen pour 16 (autres) délits présumés.

Plusieurs témoins de tout premier plan seront cibles d'attentats. Shokri Ghanem, qui a dirigé la cie pétrolière d'État libyen, la Noc, de 2006 à 2011, dont les notes personnelles révèlent des versements de millions au clan Sarkosy, est retrouvé flottant dans le Danube le 29 avril 2012. Et puis finalement Bachir Saleh (qui aurait fait passé € 1,5 millions au clan Sarkosy) a été l'objet d'une d'une tentative d'assassinat le 23 février 2018 en Afrique du Sud.

Annexe
Origine de la chaîne Al Jazeera

A.1. Opportunité

Au départ est la mise sur pied d'une station du BBC World Service en partenariat avec la compagnie *Orbit communication Corporation*, OCC, basée à Rome mais appartenant au groupe saoudien *Mawarid*. Il s'agit de créer une chaîne TV de langue arabe s'appuyant sur la réputation de BBC World Service Arabic Radio : *BBC Arabic TV.* Le contrat avait été signé avec difficulté en mars 1994. Elle démarre en 1995 (là). Mais en avril 1996 il y a un désaccord-incomprehension éditorial fatal (images de décapitation, loi islamique en Arabie Saoudite) et le *Mawarid Group* qui finançait se retire. Et c'est OCC qui a le contrôle sur le satellite, et cela amène à la dissolution brutale de la station. Une paire de centaines de journalistes, correspondant-e-s, technicien-ne-s, etc. sélectionné-e-s/formé-e-s par la BBC se retrouvent brutalement sur le carreau [nota : la Grande Bretagne recréera une *BBC Arabic TV,* financée par elle-même en 2008].

Au Qatar, **Hamad bin Khalifa al-Thani** avait renversé son père en juin 1995 avec la bénédiction des USA. A ce moment, le Qatar et Israël négociaient un contrat gazier d'un montant de $ 1 milliard (P. Cockburn, The Independant online, 27/06/95). Le nouvel émir, en duo avec le puissant ministre des affaires étrangères depuis 1992 (et jusqu'à juin 2013) et Premier Ministre depuis 2007, et encore aussi chef du fond souverain *Qatar Investment Authority*, QIA (estimé à $ 100 milliards), **Hamad bin Jassim bin Jaber Al Thani** aussi connu comme "HBJ" (là), ont de l'ambition. Les circonstances de sa prise de pouvoir, le réchauffement des relations du Qatar avec Israël, la grosse base américaine..., sont des sujets de moqueries sur le petit émirat prisées des médias saoudiennes et arabes. Le Qatar était en train de voir à créer sa propre chaîne de TV afin de pouvoir leur renvoyer l'ascenseur.

La chute de *BBC Arabic TV* est l'aubaine pour les Qataris parce qu'à l'époque, les personnes compétentes étaient ce qui était le plus difficile à trouver. L'émirat entre en discussion avec la BBC pour la reprise des équipes avec compensation financière. Le Président de la chaîne à établir est **Hamad bin Thamer al Thani**, un cousin de l'émir, et le Directeur Général exécutif (1996-2003) est **Mohammed Jassim Al Ali** de la nationale Qatar TV. Tous les deux annoncent défendre une certaine vérité, qu'ils donneront la parole aux cotés opposés. Ça sera comme (disent-ils) le font les chaînes occidentales, mais cette fois pour les arabes. C'est sur ce principe qu'ils vont donner un coté mordant à la chaîne. Une bonne partie des licencié-e-s BBC sont ré-embauché-e-s par le Qatar (~ 150, journalistes, éditeurs, équipes techniques). Ils sont de nombreuses nationalités, souvent des arabes expatrié-e-s avec une double nationalité (par ex. une occidentale et une arabe) ce qui les aidait dans leur métier de journalistes. C'est ainsi que *Al Jazeera*, qui signifie "La péninsule" en arabe, est crée par décret Emiri et commence à émettre en nov. 1996 (là). Au départ inconnue la station émet 6h/jours. Elle va grossir avec 12 bureaux dans le monde en 2003, 30 en 2005, avec des dizaines de correspondants. Depuis 1999, elle émet 24h/24, avec focalisation sur les nouvelles ce qui n'existait pas dans cette partie du monde.

Un exemple pour l'élite Qatarie avait été la couverture de terrain, *live*, innovante, de CNN lors de la guerre du golfe 1991 (réception satellite ouverte au Qatar, puis refermée à la fin de cette guerre). En contraste aux stations arabes d'États d'alors le style populiste de Al Jazeera de s'adresser à la rue, de rentrer dans le polémique mais sans oublier une place pour le religieux conservateur, le professionnalisme de ses équipes, et beaucoup aussi sa couverture de l'intifada palestinienne fin 2000 (via son correspondant Walid Al Umari, israélien palestinien qui a fait des exploits de couverture sur le terrain), lui fait gagner une bonne part de l'audience de téléspectateur/rice-s arabes. C'est pendant les crises que la chaîne a fait son nom, avec des journalistes motivé-e-s.

Cette nouvelle chaîne arabe est un grand succès. L'ambition de l'émir Hamad bin Khalifa al-Thani et Hamad bin Jassim bin Jaber Al Thani (HBJ) se porte alors coté occidental, c'est à dire avec portage en langue anglaise. La création de cette autre chaîne va prendre du temps et sera finalement confiée par Hamad bin Thamer al Thani au journaliste anglais Nigel Parsons qui vient des branches internationales des BBC et Ass. Press. Téle. Al Jazeera-english émet en nov 2006. La chaîne a débauché beaucoup de journalistes connu-e-s des autres grandes TV internationales. Elle émet la moitié du temps de Doha et l'autre moitié partagée entre kuala-Lumpur, Londres et Washington qui sont des bureaux qui choisissent leur éditorial.

A.2. Contexte politique, militaire et économique

En 1991 pour chasser les irakiens du Koweit, le Qatar avait eu des opérations militaires communes avec (l'Arabie et) les USA, après quoi des accords d'une proche coopération militaire sont signés en juin 1992. Ils durent à ce jour. Dans ces années 90, alors que lui n'a qu'une petite aviation militaire, l'émirat investit ~ $ 1 milliards dans la construction d'un aéroport militaire dans l'état de l'art, à Al Udeid 25 km au Sud-Ouest du centre de Doha sur la route principale vers l'Arabie Saoudite (Congres Research Service, CRS, 2014, là p. 6). A l'évidence, ils cherchent à attirer et de fait, ils accueillent les américains. En 2003, les USA transfèrent leur Centre de commande d'opérations militaires aériennes de la base du *Prince Sultan* en Arabie Saoudite (100 km SE de Riyad), à cette base Al Udeid au Qatar. Vue la rivalité d'influence entre les deux royaumes, ce n'est pas du hasard, le Qatar devient central militairement. Et les Américains à leur tour ont dépensé de l'ordre de $ 1/2 milliards pour des installations à cet aéroport Al Udeid. Pour ce qui est des questions de sécurité militaire majeures sur la région, il y a donc une interdépendance serrée entre Qatar et USA.

Dans ce contexte, le rapport avec les cies pétrolières est au beau fixe, notamment ExxonMobil (aussi Total, KoGas de Corée du Sud, Matsui du Japon, etc.) et l'extraction et liquéfaction du gaz sont en pleine expansion. « *Entre 2000 et 2012 le Produit Intérieur Brut du Qatar s'est envolé de 35 milliards $ à 185 milliards $ estimés.* » (CRS 2014, là p. 13). Le Qatar possède des bâtiments prestigieux de Londres, des grosses parts de Wolkswagen, de Porsche, de cies Minières, en France le club de football du Paris-Saint-Germain acheté en 2011... Le Qatar est retenu pour la coupe du monde de football 2022...

Sur cette époque l'émir Hamad bin Khalifa, avec "HBJ" son super-ministre, propriétaires et financeurs de la chaîne Al Jazeera, ont une politique extérieure particulièrement ambitieuse, et aussi, vue de l'extérieur, complexe voir contradictoire. Ils sont prêts à dialoguer avec tout le monde, Talibans et USA, islamistes-politiques voir djihadistes, Hamas et Israël, Soudan et Darfour, Hezbollah et gvt libanais..., et ont aidé à régler des conflits (Darfour, Liban). Des membres du Hamas, des talibans anti-américains, comme des personnes y compris qataries qui financent (à titre privé ou "philanthropique") Al Qaeda ou ISIS sont connus habiter au Qatar (CRS 2014, là p. 7). Mais aussi jusqu'en janvier 2009, il y a un bureau commercial israélien à Doha. Les qataris ont aidé financièrement le gouvernement démocratiquement élu, le premier d'Égypte, de Mohammed Morsi, membre des frères musulmans (Al Jazeera 29/06/13, là; M. Morsi qui sera accusé ensuite par les putschistes militaires d'intelligence avec le Qatar).
Mais donc en 2011, et ensuite, c'est du support militaire qu'ils ont fourni aux milices de Libye et de Syrie.

A.3. Spécificités de la chaîne satellite

▪ En 2007, et cela jusqu'à septembre 2011, incluant la période qui nous concerne de la guerre de Libye, Hamad bin Thamer al Thani (avec l'émir et HBJ) a confié la Direction de l'ensemble du Réseau Al Jazeera à Wadah Khanfar, à qui ils donnent la citoyenneté qatarie. Il est basé à Doha (il a été remplacé en sept. 2011 par Ahmed bin Jassim Al Thani de la famille royale).

Wadah Khanfar né en 1968 est originaire de (Rama ou Ar Râmah, sur les cartes un tout petit village une 20 aine de km au SW de) Jenin au nord de Cisjordanie, où il passe sa jeunesse. Son père enseignant cultivait aussi l'olivier et vendait un peu d'huile. L'endroit est isolé et beau dit W. Khanfar mais l'époque tourmentée et révoltée (Fast Company 18/05/11, là). La mosquée a un rôle crucial, il est musulman pratiquant. Il part faire un Bachelor en mécanique à l'université de Jordanie (obtenu 1990) où il rencontre sa femme tous les deux faisant du militantisme (non précisé) en milieu étudiant. Ils partent faire des études au Soudan (Soudan International University) où il a un diplôme de philosophie et un diplôme d'étude Africaine. Il venait d'y avoir au Soudan un coup d'État en 1989, avec interdiction des partis politiques et un Conseil révolutionnaire (Omar al Bachir) qui en mars 1991 introduisait la Charia.

Puis en 1994, quand N. Mandela arrive, il part en Afrique du Sud continuer des études de politique internationale et Africaines (Democracy Now, 31/03/10, là, il dit « *j'étais en train de faire mon diplôme de Master, des études post-graduate, en Afrique du Sud...* »). C'est là-bas que, intervenant au départ pour des médias en tant que spécialiste des affaires africaines, Al Jazeera l'embauche comme son correspondant en 1997, et il reste en Afrique du Sud jusqu'à 2001. Il fait des reportages sur les tensions au Zimbawe, etc.

▪ Soudain, 11 sept 2001, attaque du World Trade Center. Et les États-Unis de George W. Bush vont envahir l'Afghanistan. Il se trouve que la jeune chaîne Al Jazeera s'était déjà implantée dans ce pays et elle va être la seule TV internationale lors des évènements. Elle est donc reprise par les autres, avec son logo, par ex. lors de la destruction des Bouddhas dans les falaises de Bamiyan à l'Ouest de Kaboul.
Peu de temps après, à trois reprises (les 7/10, 3/11 et 26/12) des vidéos de Ben Laden ont été montrées sur la chaîne. Cela l'a rendue immédiatement connue du monde entier, et cela la fait considérer comme pro-Al

Qaida aux USA (dans la première Ben Laden critique les bases américaines au Moyen-Orient... donc en fait notamment le Qatar...). A Kaboul, les conditions sont particulièrement difficiles et dangereuses pour ses ~ 5 employés. Le 13 nov. 2001 un missile US détruit le building où se trouvait le bureau (alors vide) de Al Jazeera, building étant selon l'armée américaine fréquenté par Al Qaida. W. Khanfhar y est envoyé, en décembre et début 2002. C'est parce que Tayseer Allouni le chef de bureau d'Al Jazeera de Kaboul qui avait interviewé Osama Ben Laden n'était plus acceptable pour le nouveau régime mis en place par les USA (ayant la citoyenneté espagnole, il sera emprisonné 7 ans en Espagne, jugement qualifié d'inéquitable par la cours européenne des droits de l'homme, et sera accueilli à Doha par toute la Direction Al Jazeera à son retour en mars 2012). Par ailleurs un cameraman novice soudanais fraîchement embauché par Al Jazeera, Sami Muhyideen al-Haj, alors qu'il est dans une équipe qui travaillait à partir du Pakistan sur la route menant à Kandahar le 15 déc. 2001 est arrêté via les autorités pakistanaises et disparaît. Il va être enfermé à la prison militaire US de Guantanamo pendant presque 7 ans où il est libéré (en mai 2008 suite à une très longue grève de la faim) sans avoir eu de procès ni preuves d'accusations sérieuses, changeantes. Il avait été employé par un patron de Dubaï qui aurait financé via des associations charitables des activités de groupes tchétchènes et reçu un membre d'Al Qaida. Par ailleurs dans le cadre de son travail en journalisme à Al Jazeera il a interviewé des talibans et Al Qaidas en Afghanistan (Ben Laden parle de lui dans une vidéo 2006 disant qu'il est innocent). Bien que par la suite Al Jazeera, et d'autres, en fera un symbole, la station n'a annoncé sa disparition qu'au bout de 8 mois, le 18 sept. 2002 disant qu'il est à Guantanomo (Committee to protect journalism 2006, là). Il est probable que W. Khanfar a eu à s'occuper discrètement de ce problème à Kaboul.

▪ D'un autre coté la chaîne donnait aussi la parole à des officiels israéliens, un tabou sur les chaînes arabes.

▪ Dans la foulée c'est la guerre d'Irak. A Bagdad le 08 avril 2003 un journaliste est tué lorsque les USA, juste avant de pénétrer dans la ville, envoient un missile sur le bureau Al Jazeera (« non volontaire » diront-ils). A Bagdad la chaîne montre la vie des gens très affectée par la guerre, sunnites notamment. C'est assez à charge et les relations avec la diplomatie américaine étaient devenues exécrables. De plus les américains brandiront un document qui indiquerait que des agents irakiens de Saddam auraient infiltré Al Jazerra-Bagdag pour l'influencer. Toujours est-il que après la chute de Saddam Hussein c'est W. Khanfar qui de nouveau fait office du remplaçant de secours à la place de responsable du bureau de Bagdad. Lui était en zone Kurde et mal vu de Saddam Hussein qui l'avait menacé. Par contre coté population arabe sunnite ces reportages avaient beaucoup renforcé la confiance en la chaîne, un but que le démis/démissionnaire Mohammed Jassim Al Ali a toujours recherché. Lui repart alors diriger la chaîne nationale (non satellite) Qatar TV.

▪ A ce moment, octobre 2003, Wadah Khanfar (à Bagdad) est promu Directeur-excécutif de Al Jazeera-arabe. Et 3 ans plus tard, Hamad bin Thamer al Thani le nomme à Doha Directeur Général du Réseau Al Jazeera c'est à dire de Al Jazeera-English également, en amont de Nigel Parsons. Al Jazeera-english était en préparation depuis pas mal de temps et sur le point d'être lancée. Mais très bien équipée, aux salaires plus élevés, très english, il y avait des tensions et il s'est agi de mettre les deux chaînes, puisque c'est celle arabe qui a donné un aura à Al Jazeera, sur un même pied.

▪ Ce nouveau boss non Qatari, plus jeune, avec un vécu international, qui veut du reportage de terrain, ce qu'il a lui-même pratiqué, est un inconditionnel des réseaux sociaux. Ceux-ci vont être utilisés pour envoyer des liens vers la chaîne. Il a lui-même un compte twiter, ne cessera de glorifier ces réseaux et parlera pour l'année 2011 avec l'importance que cela a pris d'un « rêve » devenu vrai... Il a fait créer à Al Jazeera une structure par laquelle il est facile d'y envoyer des vidéos/photos (nommée *Sharek*, signifiant *participer* ou *contribuer*, avec une équipe de jeunes qui trient). Après l'afflux de matériel digital reçu de Tunisie suite à l'immolation du marchand de fruit : "*« C'est les jeunes gars de la rue qui nous ont fourni les images et les voix » dit Khansar. «Nous devons leur rendre la pareille ». **Il prévoit de faire venir des groupes de 40 à 50 journalistes-citoyen-ne-s du Proche-Orient au Qatar pour une session d'entraînement gratuit de 5 jours. Et à 400 autres seront données de simple caméra-vidéos.***" (Fast Company 18/05/11, là). Dans l'autre sens la chaîne peut être reçue sur les téléphones et nouveaux supports numériques portables. W. Khanfar devient une face arabe de la mondialisation, milite à donner la sensation que internet, c'est "le monde" (il est très prisé aujourd'hui dans des colloques où il parle et reparle d'Al Jazeera, particulièrement de 2011).

▪ Dès son lancement en 1996, Al Jazeera-Arabic avait un programme hebdomadaire, '*Al Sharia wa Al-Hayat*' (la charia dans la vie) avec le cléric égyptien Yousuf Al Qaradawi, traditionaliste des frères musulmans (*Al Jama'a* en arabe). C''est un réfugié au Qatar depuis les années 1970 et qui officiait déjà sur la chaîne (non satellite) qatarie nationale. L'émission devient très populaire dans le monde arabe ce qui centuple l'audience du cléric. Même célèbre via Al Jazeera, Yousuf Al Qaradawi sera interdit d'entrer en Angleterre (il est mort à

Doha en sept. 2022 à 96 ans). Une partie du monde arabe, séculaire, et la majorité du monde occidental, critique cette place donnée à la tendance frères musulmans à Al Jazeera. La chaîne répond que cela représente une réalité de terrain du monde arabe (au départ Al Jazeera est créé pour bagarrer avec les chaînes du royaume saoudien). C'est aussi une réalité au sein de la famille Al Thani or le rôle de l'émir est de maintenir un consensus. En décembre 2011 Yousuf Al Qaradawi appuiera le "Premier ministre"-CNT libyen Abdul Jalil dans une demande de réconciliation alors qu'il apparaît qu'il y a de grandes suspicions et tensions entre les milices.

▪ Début janvier 2013 le banquier d'affaire Al Gore (et Joel Hyatt et Ron Burkle), prix Nobel du « climat » qui avec J. Hansen a passé son temps dans les média à accuser le pétrole-gaz et charbon de manipuler les news, vend sa *Current TV* un $ demi-milliard à Al Jazeera, TV de la pétromonarchie du gaz (là).